mission inclusion

Revue de presse
16 au 30 novembre 2022

Table des matières

Mission inclusion 5

RIEN A SIGNALER 6

Champs d'action au Québec 7

SOINS DENTAIRES POUR ENFANTS : LE PROJET DE LOI FÉDÉRAL ADOPTÉ AU SÉNAT 8

LA PRESSE – 17 NOVEMBRE 2022 8
LE DEVOIR – 17 NOVEMBRE 2022 8
COUP D'OEIL – 18 NOVEMBRE 2022 8
LA NOUVELLE UNION – 18 NOVEMBRE 2022 8
LE REFLET DU LAC – 18 NOVEMBRE 2022 8
NÉOMÉDIA - VAUDREUIL-SOULANGES – 18 NOVEMBRE 2022 8
MSN (CANADA) – 18 NOVEMBRE 2022 8
LE JOURNAL DE JOLIETTE – 18 NOVEMBRE 2022 8
NOOVO INFO – 18 NOVEMBRE 2022 8
L'ÉCLAIREUR-PROGRÈS – 18 NOVEMBRE 2022 8
LE CANADA FRANÇAIS – 18 NOVEMBRE 2022 8
L'ÉCHO DE LAVAL (QC) – 18 NOVEMBRE 2022 8
SOREL-TRACY EXPRESS – 18 NOVEMBRE 2022 8
L'HEBDO MÉKINAC/DES CHENAUX – 18 NOVEMBRE 2022 8

PRIX DES ALIMENTS : DE PLUS EN PLUS DE GENS FORCÉS DE MANGER MOINS 10

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 17 NOVEMBRE 2022 – p. AFFAIRES_6 10

LES PERSONNES HANDICAPÉES, GRANDES OUBLIÉES DES POLITIQUES CLIMATIQUES 13

RADIO-CANADA – 18 NOVEMBRE 2022 13

LES DEMANDES DE PANIERS DE NOËL EN FORTE HAUSSE 17

LE JOURNAL DE QUEBEC – 19 NOVEMBRE 2022 – P. 39 17

ITINÉRANCE: LE COMMUNAUTAIRE EN DEMANDE PLUS 19

METRO – 19 NOVEMBRE 2022 19

LA FACE CACHEE DE L'ARRIVEE DES MIGRANTS 21

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 20 NOVEMBRE 2022 - page actualités_2 21

MONTÉE DE L'ITINÉRANCE AU LAC-SAINT-JEAN : LES ORGANISMES SONNENT L'ALARME 26

RADIO-CANADA – 20 NOVEMBRE 2022 26

3 MILLIONS POUR PRÉVENIR D'AUTRES DRAMES FAMILIAUX 28

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 21 NOVEMBRE 2022 - p. ACTUALITÉS_18 28

CRÉATION D'UNE CELLULE DE CRISE POUR L'ITINÉRANCE AU CENTRE-DU-QUÉBEC 29

LE NOUVELLISTE – 22 NOVEMBRE 2022 29

LA GUIGNOLEE DES MEDIAS SOUS LE SIGNE DE L'INFLATION 31

METRO – 23 NOVEMBRE 2022 31
MARCHAND N'EN FAIT PAS ASSEZ POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT, SELON SMITH 33
LE SOLEIL – 23 NOVEMBRE 2022 33
SE DONNER LES MOYENS DE NOS AMBITIONS EN ALIMENTATION 35
LES AFFAIRES – 23 NOVEMBRE 2022 35
LE QUÉBEC POURRAIT-IL FONCTIONNER SANS LE TRAVAIL DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ? 37
La PRESSE, LA PRESSE+ - 24 NOVEMBRE 2022 - p. DÉBATS_2 37
L'INFLATION FAIT MAL AVANT NOËL 39
LE JOURNAL DE MONTREAL – 25 NOVEMBRE 2022 – P. 1 & 3 39
ITINÉRANCE: «LES GENS VONT MOURIR DE FROID», DIT UNE INTERVENANTE 41
LE JOURNAL DE MONTREAL – 28 NOVEMBRE 2022 41
LE JOURNAL DE QUEBEC – 28 NOVEMBRE 2022 41
TVA NOUVELLES – 28 NOVEMBRE 2022 41
UNE HALTE-CHALEUR OUVRE SES PORTES A SHERBROOKE 43
RADIO-CANADA – 28 NOVEMBRE 2022 43
PRODUCTION AGRICOLE: UN CREDIT D'IMPOT POUR L'ACHAT LOCAL RECLAME 45
TVA NOUVELLES – 28 NOVEMBRE 2022 45
CONFUSION AUTOUR DU BUDGET DE MONTREAL CONSACRE A L'ITINERANCE 47
METRO – 29 NOVEMBRE 2022 47
BATIR L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE, ENSEMBLE 48
JOURNAL LE NORD – 29 NOVEMBRE 2022 48
DES HALTES-CHALEUR OUVRENT LEURS PORTES DANS BROME-MISSISQUOI 51
LA VOIX DE L'EST – 30 NOVEMBRE 2022 51

Champs d'action à l'international 52

LE « LOGEMENT D'ABORD » UN INCONTOURNABLE CONTRE L'ITINÉRANCE AU MANITOBA, SELON UN EXPERT 53
RADIO-CANADA – 19 NOVEMBRE 2022 53
AVANCEE «HISTORIQUE» POUR LES «PERTES ET DOMMAGES» CLIMATIQUES A LA COP27 56
LE SOLEIL – 20 NOVEMBRE 2022 56
LE DROIT – 20 NOVEMBRE 2022 56
LE NOUVELLISTE – 20 NOVEMBRE 2022 56
LE QUOTIDIEN – 20 NOVEMBRE 2022 56
LA VOIX DE L'EST – 20 NOVEMBRE 2022 56
LA TRIBUNE – 20 NOVEMBRE 2022 56
INONDATIONS AU NIGERIA: LES SINISTRÉS RESTENT LIVRÉS À EUX-MÊMES 58
RADIO-FRANCE INTERNATIONALE – 21 NOVEMBRE 2022 58
INONDATIONS AU NIGERIA: LES AGRICULTEURS DUREMENT TOUCHÉS 59
RADIO FRANCE INTERNATIONALE – 22 NOVEMBRE 2022 59
CRISE EN HAÏTI: VERS UNE INTERVENTION MILITAIRE? 60

MÉTRO – 22 NOVEMBRE 2022 60
VENIR À BOUT DE L'ITINÉRANCE : POSSIBLE, MAIS COMPLEXE 62
L'EAU VIVE– 29 NOVEMBRE 2022 62
DIX LEADERS D'ORGANISATIONS AGRICOLES AFRICAINES EN MISSION AU QUEBEC 65
LA TERRE DE CHEZ NOUS – 30 NOVEMBRE 2022 – P. A35 65
L'EAU EST UN PUISSANT MARQUEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, AVERTIT L'ONU 66
L'ORIENT LE JOUR – 30 NOVEMBRE 2022 – P. 6 66
LE FIGARO – 30 NOVEMBRE 2022 66
LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 30 NOVEMBRE 2022 66
LE JOURNAL DE QUÉBEC – 30 NOVEMBRE 2022 FREE 66
MSN – 30 NOVEMBRE 2022 66
COURRIER INTERNATIONAL – 30 NOVEMBRE 2022 66
Actualité à surveiller 68
RIEN A SIGNALER 69

Mission inclusion

RIEN A SIGNALER

Champs d’action au Québec

SOINS DENTAIRES POUR ENFANTS : LE PROJET DE LOI FÉDÉRAL ADOPTÉ AU SÉNAT

LA PRESSE – 17 NOVEMBRE 2022
LE DEVOIR – 17 NOVEMBRE 2022
COUP D'OEIL – 18 NOVEMBRE 2022
LA NOUVELLE UNION – 18 NOVEMBRE 2022
LE REFLET DU LAC – 18 NOVEMBRE 2022
NÉOMÉDIA - VAUDREUIL-SOULANGES – 18 NOVEMBRE 2022
MSN (CANADA) – 18 NOVEMBRE 2022
LE JOURNAL DE JOLIETTE – 18 NOVEMBRE 2022
NOOVO INFO – 18 NOVEMBRE 2022
L'ÉCLAIREUR-PROGRÈS – 18 NOVEMBRE 2022
LE CANADA FRANÇAIS – 18 NOVEMBRE 2022
L'ÉCHO DE LAVAL (QC) – 18 NOVEMBRE 2022
SOREL-TRACY EXPRESS – 18 NOVEMBRE 2022
L'HEBDO MÉKINAC/DES CHENAUX – 18 NOVEMBRE 2022

Par : La Presse Canadienne
https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2022-11-17/soins-dentaires-pour-enfants/le-projet-de-loi-federal-adopte-au-senat.php
https://www.lhebdomekinacdeschenaux.ca/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/
https://www.ledevoir.com/depeches/771283/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat
https://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopt%C3%A9-au-s%C3%A9nat/ar-AA14eT3Q
https://www.coupdoeil.info/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/
https://www.lanouvelle.net/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/
https://www.neomedia.com/vaudreuil-soulanges/actualites-nationale/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/9332
https://www.lejournaldejoliette.ca/actualites-nationale/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/9332
https://www.noovo.info/nouvelle/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat.html
https://www.leclaireurprogres.ca/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/
https://www.canadafrancais.com/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/
https://www.lechodelaval.ca/actualites/societe/475882/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat
https://www.sorel-tracyexpress.ca/actualites/societe/475879/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat
https://www.lhebdomekinacdeschenaux.ca/nouvelles-nationales/le-projet-de-loi-sur-les-soins-dentaires-pour-enfants-est-adopte-au-senat/

Les familles dont le revenu du ménage est inférieur à 90 000 $ et qui n'ont pas d'assurance privée peuvent demander jusqu'à 650 $ par enfant de moins de 12 ans.

(Ottawa) Les sénateurs ont adopté un projet de loi permettant aux familles à faible et moyen revenu d'obtenir une aide financière pour les soins dentaires de leurs enfants, et ce, dès le 1er décembre.

Publié le 17 novembrePartager
LA PRESSE CANADIENNE
La prestation dentaire était un compromis entre les libéraux et le Nouveau Parti démocratique (NPD), dans le cadre d'un accord où les néo-démocrates s'engageaient à soutenir le gouvernement minoritaire jusqu'en 2025.

Les libéraux travaillent à créer un programme d'assurance dentaire, mais ont lancé cette nouvelle prestation pour permettre aux familles admissibles d'obtenir de l'aide entre-temps.

Les familles dont le revenu du ménage est inférieur à 90 000 $ et qui n'ont pas d'assurance privée peuvent demander jusqu'à 650 $ par enfant de moins de 12 ans.

Une porte-parole du ministre de la Santé, Jean-Yves Duclos, a déclaré que le portail permettant d'obtenir ce montant devrait ouvrir le 1er décembre.

Le projet de loi C-31, qui comprend également une prestation de logement unique de 500 $ pour les locataires à faible revenu, doit encore recevoir la sanction royale avant d'être promulgué.

Retour à la table des matières

PRIX DES ALIMENTS : DE PLUS EN PLUS DE GENS FORCÉS DE MANGER MOINS

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 17 NOVEMBRE 2022 – P. AFFAIRES_6

Par : Stéphanie Bérubé
https://www.lapresse.ca/affaires/2022-11-16/prix-des-aliments/de-plus-en-plus-de-gens-forces-de-manger-moins.php

Au Québec, de plus en plus de gens sautent un repas ou mangent à peine, faute de moyens pour s'offrir des aliments dont les prix ne cessent d'augmenter. Certains vont à la banque alimentaire pour la première fois. Même la Fondation Olo, qui soutient les femmes enceintes et les familles avec de jeunes enfants, voit les demandes d'aide augmenter.

« Tout est en place pour l'aggravation de l'insécurité alimentaire depuis deux ans et c'est ce que les statistiques indiquent », confirme François Fournier, de l'Observatoire québécois des inégalités. Le chercheur évoque la pandémie, la crise du logement, l'inflation et la hausse du prix des aliments.

Quelqu'un vit de l'insécurité alimentaire légère quand il craint de ne pas pouvoir payer son épicerie. Des gens qui se trouvaient dans cette condition voient leur situation se détériorer vers une insécurité modérée ou grave, ce qui veut dire que la quantité et la qualité de leur alimentation sont compromises. Ils devront peut-être sauter des repas et vivre avec la faim.

Selon les chiffres de l'Institut national de santé publique du Québec, de mai 2020 à septembre 2022, la part de la population qui souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave est passée de 8 % à 15 %.

Comme en ce moment les autres dépenses sont également sous pression, particulièrement le budget incompressible consacré au logement, de nombreuses personnes se tournent vers des ressources communautaires pour arriver à se nourrir.

À la Fondation Olo, la hausse du prix des aliments a plusieurs effets. D'abord, il y a une augmentation de la demande de coupons pour aider les familles qui peinent à acheter des aliments essentiels durant la grossesse et les deux premières années de l'enfant. En quantité, il y a eu une hausse de demande de 32 % pour les œufs, de 20 % pour le lait et de 27 % pour les légumes congelés. Ensuite, la montée du prix des aliments touche directement la Fondation qui doit débourser davantage à l'achat.

Sans surprise, les cuisines collectives sont elles aussi plus sollicitées. Et les participants doivent faire des exercices comptables complexes pour arriver à cuisiner des repas avec le budget alloué aux ingrédients.

« L'inflation fait en sorte que les groupes modifient leurs achats », explique Josée di Tomasso, porte-parole du Regroupement des cuisines collectives du Québec.

« Le poulet est devenu rarissime, précise-t-elle. Et ce sont des changements alimentaires imposés. »

Josée di Tomasso explique que, bien qu'avantageux à plusieurs égards, le véganisme a un goût différent lorsqu'il est imposé, même avec la meilleure des recettes.

Même les travailleurs

Au Bol du Carrefour solidaire, à Montréal, on note la diversification de la clientèle. Des travailleurs et des étudiants cognent plus souvent à la porte.

Un grand nombre de travailleurs nous disent qu'ils n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Avant, ils arrivaient à faire leur épicerie avec les rabais, mais maintenant, ils doivent couper et n'achètent plus de viande ou de beurre.

Sylvie Chamberland, codirectrice générale de l'organisme Au Bol du Carrefour solidaire

On le dit depuis des années, mais la pandémie couplée avec l'inflation a gonflé ce groupe de gens vulnérables : de plus en plus de gens qui travaillent ont recours aux services d'aide communautaire.

Environ une personne sur deux qui souffre d'insécurité alimentaire a des revenus d'emploi, explique le chercheur François Fournier, qui précise toutefois que les salariés vivent davantage avec l'insécurité alimentaire légère que grave.

« Le marché du travail a beaucoup évolué depuis 20 ans, dit-il. Beaucoup d'employés ont des conditions précaires. Des travailleurs pauvres, ça existe. »

Souvent caché

Concrètement, cela veut dire que si votre collègue de travail ne prend pas de pause-lunch, c'est peut-être qu'il n'a pas le temps, mais peut-être aussi qu'il n'a pas les moyens.

Car, explique François Fournier, malgré les conditions socioéconomiques actuelles et le fait qu'on en parle beaucoup, une stigmatisation persiste autour de l'insécurité alimentaire, ce qui rend le sujet difficile à aborder avec ses proches.

Ce tabou peut favoriser l'isolement.

Pour une famille qui arrive juste, recevoir, c'est compliqué. Fêter un enfant, ça n'est pas facile dans un contexte d'insécurité alimentaire. Il y a de réels impacts sur la santé mentale.

François Fournier, chercheur à l'Observatoire québécois des inégalités

Pour les gens qui peinent à joindre les deux bouts, les cuisines communautaires sont un excellent outil, car elles sont très inclusives.

« On commence à voir des cuisines le soir et les week-ends, pour pouvoir accueillir les gens qui travaillent », explique Josée di Tomasso.

Encadré(s) :

EN SAVOIR PLUS

20 % , Hausse des demandes d'aide alimentaire mensuelles en un an. SOURCE: Bilan-Faim 2022, Les Banques alimentaires du Québec 671 000, Nombre de personnes aidées chaque mois

par les banques alimentaires. Le tiers sont des enfants. SOURCE: Bilan-Faim 2022, Les Banques alimentaires du Québec

Retour à la table des matières

LES PERSONNES HANDICAPÉES, GRANDES OUBLIÉES DES POLITIQUES CLIMATIQUES

RADIO-CANADA – 18 NOVEMBRE 2022

Par : Camille Feireisen
https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1932575/climat-environnement-changement-climatique-handicap-sclerose-plaques

Les droits des personnes handicapées sont systématiquement ignorés dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques, et ce, par tous les ordres gouvernementaux, constate une nouvelle étude(Nouvelle fenêtre) du programme de recherche sur l'action climatique inclusive (DICARP) de l'Université McGill, qui rappelle que ces personnes sont pourtant les plus touchées par les conséquences des conditions météorologiques extrêmes.

Kristen Robillard vit avec la sclérose en plaques depuis plus de 20 ans. Elle se déplace avec une canne et, depuis peu, utilise parfois un fauteuil roulant. Pour elle, le plus difficile, c'est la chaleur. Depuis quelques années, c'est de plus en plus chaud, de plus en plus longtemps, comme cet automne, on a 15 degrés et nous sommes mi-novembre, souligne-t-elle.

La sclérose en plaques est une maladie du système nerveux central. Le système immunitaire s'attaque à la myéline, une gaine protégeant les fibres nerveuses dans le cerveau, la moelle épinière et les nerfs optiques. La chaleur et l'humidité affectent particulièrement les personnes qui en sont atteintes.

Une femme avec des cheveux gris et portant des lunettes est assise à une table à manger, elle a un verre d'eau en face d'elle et regarde la caméra.

« La myéline qui entoure les nerfs s'effrite, le signal pour qu'on se rafraîchisse passe mal. La chaleur nous touche rapidement, et ça prend du temps pour se rafraîchir. Dès qu'on a un peu chaud, il faut qu'on aille tout de suite se rafraîchir, car le processus est plus long, vu que le signal ne passe pas au nerf. » — Une citation de Kristen Robillard, atteinte de la sclérose en plaques

On se sent comme un spaghetti al dente, on est tout mou, décrit Mme Robillard, qui est également présidente de la section Montréal de la Société canadienne de la Sclérose en plaques. D'autres personnes souffrant de sclérose en plaques ont des problèmes visuels. À cela s'ajoutent des problèmes de stabilité, de mobilité et de confusion. Il y a donc des risques de blessures, on peut tomber, précise-t-elle.

Un Canadien sur cinq vit avec un handicap

Comme elle, plus de 20 % de la population canadienne vit avec un handicap, indique le professeur Sébastien Jodoin, de la Faculté de droit de l'Université McGill, coauteur de l'analyse Les droits des personnes handicapées dans les politiques climatiques canadiennes, qui vient d'être publiée. Avec son équipe, il a révisé les politiques climatiques des provinces, du gouvernement fédéral et des plus grandes municipalités du pays afin de voir si celles-ci mentionnent les personnes handicapées et ont des mesures en place pour assurer leur résilience.

Constat : les personnes handicapées sont largement négligées dans les politiques canadiennes d'adaptation au climat.

Les villes examinées dans le cadre de cette étude sont Toronto, Montréal, Vancouver, Calgary, Edmonton, Ottawa-Gatineau, Winnipeg, Hamilton, Kitchener-Waterloo-Cambridge et Barrie. Au total, 85 politiques climatiques ont été analysées.

« À peine 60 % de ces documents mentionnent, au moins une fois, les personnes handicapées, mais avec des références très vagues à leur vulnérabilité. On n'a trouvé aucune politique ni de mesures concrètes pour assurer leur sécurité dans le contexte de la crise climatique. » — Une citation de Sébastien Jodoin, professeur de droit à l'Université McGill

Pourtant, les personnes handicapées sont les plus touchées par les changements climatiques, rappelle le professeur. Ce sont les personnes qui sont en train de mourir, littéralement, dans différents événements climatiques, notamment les vagues de chaleur, souligne-t-il.

Surmortalité des personnes handicapées

La vague de chaleur de 2018 à Montréal a fait plus de 60 morts. En 2021, celle à Vancouver en a tué plus de 800. Ce qu'on voit, c'est que les trois quarts des victimes avaient des handicaps, donc c'est essentiel qu'il y ait des mesures pour assurer leur sécurité et leur permettre de s'adapter, comme ces épisodes vont juste devenir de plus en plus fréquents et intenses, souligne le professeur Jodoin.

Sébastien Jodoin précise que les données des coroners ont permis de montrer qu'environ 75 % des victimes vivaient avec un handicap. À Montréal, par exemple, un quart des victimes avaient la schizophrénie. Donc, c'est un taux de mortalité qui est 500 fois la part de leur population au Québec, dit-il. En cause, la médication notamment, qui affecte la capacité à vivre avec la chaleur, mais aussi l'isolement social et les moyens financiers, qui sont des conséquences de ce trouble de santé mentale.

À Vancouver, Rabbit Richards, qui se déplace avec une canne, a vécu la vague de chaleur de 2021 dans la métropole britanno-colombienne. Son regret : les alertes provinciales ne ciblent pas les personnes vivant avec des handicaps. Les alertes s'adressent à ceux sans problèmes de santé, sans prise de médicaments, dit Rabbit Richards.

En marginalisant davantage ces populations, celles-ci ne savent pas toujours comment réagir lorsque surviennent les vagues de chaleur, croit Rabbit Richards, qui ajoute : Difficile pour elles de savoir si l'alerte s'applique à leur cas. Pour pallier ce problème, des personnes en situation de handicap ont elles-mêmes créé un site Internet(Nouvelle fenêtre) prodiguant des conseils et de l'entraide.

Des populations doublement marginalisées

En 2020 déjà, la haute-commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme, Nada Al-Nasif, rappelait que les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée par les impacts des changements climatiques, et cela s'explique notamment par le fait que la plupart des personnes handicapées vivent dans la pauvreté.

L'associée de recherche au Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, Sonia Alimi, le voit au quotidien.

« La pauvreté, main dans la main avec les changements climatiques et les situations de handicap, sont étroitement liées. L'eau polluée et le fait de vivre à côté d'une décharge d'ordures produisent des situations de handicap, et ce sont les populations les plus pauvres qui vont vivre ces situations. Et s'il y a un événement climatique, ce sont aussi les personnes plus touchées, car laissées pour compte. » — Une citation de Sonia Alimi, associée de recherche au Réseau d'action des femmes handicapées du Canada

Les barrières imposées par ces handicaps constituent donc un facteur de risque qui est accentué, dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques, par l'absence de services, de mesures de planification pour assurer la sécurité de ces personnes, estime le professeur Sébastien Jodoin.

S'adapter pour survivre

Kristen Robillard, elle, tente de s'adapter. Elle achète des pochettes de glace qu'elle place sur ses poignets. Il en existe également à disposer dans son foulard, autour du cou, et même des vestes à poches où l'on place les pochettes de glace. Une planification est nécessaire, parce qu'aussitôt qu'on a chaud, c'est presque trop tard, selon elle.

Ce qui était auparavant occasionnel est toutefois devenu coutumier au cours des dernières années. Les soupapes d'air sont de plus en plus restreintes pour des personnes comme elle. Maintenant, mes pochettes de glace sont à portée de main, car j'en ai besoin souvent. Cet été, il a fait très chaud et on ne veut pas être mal pris, alors on fait plus attention à la température maintenant, dit-elle. Le climat lui impose un handicap de plus.

« Ça change la vie des gens, je crois, il y a plus d'isolement, certains décident de ne plus sortir, à cause de la chaleur. » — Une citation de Kristen Robillard, atteinte de sclérose en plaques

Manque de mesures concrètes

Kristen Robillard se rappelle avoir reçu un dépliant du ministère de la Santé portant sur la chaleur accablante, avec des recommandations sur ce qu'il fallait faire. On y parlait des personnes âgées, des enfants, mais pas des personnes qui ont des handicaps, se rappelle-t-elle.

Les solutions proposées ne sont pas toujours adaptées : aller au cinéma nécessite d'avoir de l'argent, mais aussi un accès à du transport adapté. Il y a un manque de chauffeurs, donc c'est aussi un problème, à un moment donné ils ont arrêté d'accepter un accompagnateur, raconte Mme Robillard.

La mobilité et l'accessibilité posent d'ailleurs des défis majeurs. Lors des feux de forêts et des inondations, il n'y a pas toujours de plan pour assurer du transport adapté, note M. Jodoin. Il n'y a pas toujours de refuge accessible partout au Canada. Il y a des barrières physiques, indique-t-il.

Les provinces ont des plans d'urgence pour faire face aux catastrophes, mais qui ne prennent pas en compte les spécificités et les besoins des personnes handicapées, ce qui explique leur surmortalité lors d'événements extrêmes.

Rabbit Richards rappelle aussi que les centres de refroidissement ne peuvent pas être l'unique réponse aux changements climatiques des municipalités et exacerbent certaines inégalités.

La Commission ontarienne des droits de la personne rapporte ainsi que l'accessibilité à ces centres est parfois un défi. Les gens ont besoin de refroidissement là où ils vivent dans leur logement. Nous ne pouvons pas planifier uniquement pour les personnes qui peuvent s'y rendre. Il faut un changement structurel, insiste Rabbit Richards.

Des recommandations précises

Sébastien Jodoin a contacté les ministères pour tirer la sonnette d'alarme. Le Canada a signé un traité qui l'oblige à considérer les droits des personnes handicapées dans toutes les politiques pouvant les affecter, rappelle le professeur. Il est toutefois heureux de voir que les rencontres s'accélèrent et se dit convaincu que des mesures concrètes vont rapidement être mises en place.

Il rappelle qu'il y a urgence à agir dans un contexte où les événements climatiques extrêmes s'accélèrent au pays depuis les dernières années et où la population est vieillissante.

Pour cela, le professeur Jodoin préconise des actions concrètes : avoir un système en place pour communiquer avec les gens en amont d'un événement climatique, de même qu'avoir des refuges accessibles et des transports adaptés. Il aimerait aussi voir un programme permettant aux gens de s'adapter dans leur propre domicile. Des adaptations, comme des thermopompes permettant de l'air climatisé, plus efficacement, par exemple, souligne-t-il.

Il s'agit aussi de permettre à ces personnes de participer activement à la lutte contre les changements climatiques. Difficile de réduire les émissions de GES lorsqu'on n'a pas accès aux stations de métro. Difficile également de réduire l'utilisation du plastique quand les pailles sont le seul moyen adéquat pour boire. Les pailles en métal peuvent présenter un risque pour la sécurité lors de consommation de substances chaudes, l'option réutilisable peut présenter un risque pour les personnes immunodéprimées, car difficiles à stériliser, ou des risques d'étouffement en cas de spasmes et tremblements, rappelle ainsi l'étude.

Rabbit Richards espère que de nouvelles politiques climatiques prendront en compte les risques de morbidité de certaines personnes.

« Les effets secondaires existent aussi, certains ayant des handicaps se préparent à mourir de cette façon, à cause de la chaleur. Et nous ne sommes pas seulement confrontés à la mortalité, mais aussi à la morbidité : nous sommes de plus en plus malades. » — Une citation de Rabbit Richards, personne handicapée

Ses recommandations? Des arbres placés de manière plus égale à travers la ville, pas seulement dans les quartiers les plus riches, et davantage de planification. Car prendre soin les uns des autres est une chose, selon Rabbit Richards, mais ce ne sera clairement pas suffisant pour survivre aux événements météorologiques extrêmes que le pays s'apprête à vivre dans les prochaines années.

Retour à la table des matières

LES DEMANDES DE PANIERS DE NOËL EN FORTE HAUSSE

LE JOURNAL DE QUEBEC – 19 NOVEMBRE 2022 – P. 39

Par : JEAN-FRANÇOIS RACINE

Les demandes de paniers de Noël en forte hausse

JEAN-FRANÇOIS RACINE

Autre enquête chez SOS violence conjugale

KATHRYNE LAMONTAGNE

RÉSIDENCE LE JULES-VERNE

Nouvelles unités disponibles bientôt!

JOURNÉE PORTES OUVERTES

20 novembre 2022, de 13h à 16h

Venez visiter sur rendez-vous!

418 864-7272

Découvrez la résidence

lejulesverne.ca

L'inflation risque de faire mal cette année aux organismes communautaires qui reçoivent une demande plus élevée pour des paniers de Noël.

En plus du prix des denrées, les demandes d'aide alimentaire ont explosé un peu partout, alors que les dons du public sont en baisse. Si bien des consommateurs peinent à payer l'épicerie, le budget déjà serré ne permet pas toujours d'aider les autres comme chaque année.

À Québec, l'Opération Paniers de Noël du Pignon Bleu, en collaboration avec Metro Ferland, a été lancée avec plusieurs entreprises.

«Encore une fois, nous sollicitons l'aide du public afin d'amasser des fonds pour pouvoir offrir des paniers de Noël à 200 familles du territoire. Ces paniers sont encore plus qu'importants dans le

contexte que nous connaissons », a notamment déclaré Roseline Roussel, directrice générale du Pignon Bleu.

DE NOUVEAUX VISAGES

Malgré les efforts de son équipe, Mme Roussel a reconnu qu'il serait impossible de répondre à chaque demande. Dans le contexte actuel, environ 25 % des demandes proviennent d'une nouvelle clientèle qui n'a jamais eu besoin d'aide alimentaire.

Le Pignon Bleu invite toute la population à faire un geste de solidarité en contribuant financièrement à la campagne mise en ligne spécialement pour l'occasion.

Le 18 décembre, les bénévoles achemineront les denrées à partir du Metro Plus Ferland du Marais.

AIDE IMPORTANTE

L'Opération Paniers de Noël du Pignon Bleu permet non seulement d'apporter une aide importante durant la période des Fêtes, mais en plus les dons recueillis serviront également aux programmes de sécurité alimentaire de l'organisme communautaire et à la construction de sa cuisine de production.

Retour à la table des matières

ITINÉRANCE: LE COMMUNAUTAIRE EN DEMANDE PLUS

METRO – 19 NOVEMBRE 2022

Par : Quentin Dufranne
https://journalmetro.com/actualites/montreal/2950657/itinerance-le-communautaire-en-demande-plus/

Dévoilé il y a quelques jours par le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal (CCSMTL) et la Ville de Montréal, le plan d'actions concertées pour l'itinérance montréalaise ne fait pas l'unanimité auprès du milieu communautaire. Ce dernier demande davantage de places en hébergements d'urgences et plus de logements culturellement sécurisés.

La vice-présidente développement social à Centraide Grand Montréal, Marie-Lyne Brunet, salue la vision à plus long terme de ce plan contrairement à ceux présentés antérieurement. Elle soutient cependant la nécessité d'adopter une vision plus globale de l'itinérance pour comprendre les différents visages qu'elle peut prendre.

«C'est un premier pas, car c'est un soutien à plus long terme que les dernières mesures hivernales […], mais il faut vraiment aller plus loin pour que ça donne un réel impact et qu'on n'ait pas à refaire systématiquement la même chose chaque année, dit-elle. Des fois, quand on lance des plans très ciblés, ça manque un peu de vision globale sur ce qui amène ces personnes-là à la rue».

Marie-Lyne Brunet appuie l'importance de créer plus de places en services d'hébergement d'urgence (SHU) et la nécessité de développer davantage de services adaptés aux réalités des personnes et à leurs besoins spécifiques. Cela passe notamment par plus de ressources pour les personnes avec des animaux, les couples, les personnes victimes de discriminations et les membres des communautés autochtones.

Selon elle, les institutions ont besoin d'entendre les préoccupations et les besoins grandissants du milieu communautaire tout en leur donnant plus de moyens.

Il faut que le milieu communautaire soit autour de la table, mais il faut aussi lui donner les moyens d'être autour de la table.

Marie-Lyne Brunet, vice-présidente développement social à Centraide Grand Montréal

Des centaines de lits demandés

Au total, le plan prévoit 1623 places en services d'hébergement d'urgence. Pour la directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Annie Savage, ce plan ne reflète pas la réalité du terrain et n'apporte «rien de nouveau sous le soleil» face à un nombre de places en hébergement d'urgence nettement insuffisant.

«[1623 places] c'est à peu près le même nombre qu'on avait au plus haut de l'hiver dernier et on se rappelle que la situation était critique, les ressources débordaient et les besoins n'étaient pas répondus, dit-elle. Ce n'est qu'une bonne vieille stratégie du CIUSSS qui a servi du réchauffé pour détourner le vrai message».

Selon Annie Savage, ce sont des centaines de places supplémentaires qu'il faudrait ajouter pour répondre adéquatement à la demande. Elle pointe aussi du doigt le manque d'imputabilité dans ce plan à l'égard de la Ville et du CCSMTL.

«À un moment donné, il faut trouver des solutions et ça ne peut pas juste reposer sur les épaules du réseau communautaire qui est saturé et à bout de souffle, ajoute-t-elle. Il faut que la Ville arrête de dire que c'est la responsabilité du provincial pour agir […] et il faut que ce dernier arrête d'attendre après Montréal pour libérer des locaux».

Le plan prévoit aussi la mise en place d'un «outil web» pour surveiller en temps réel les places disponibles dans les différents refuges. Il permettra de diriger les personnes là où on peut les accueillir via un système de transport. Or, Annie Savage rappelle qu'un système de navette existe déjà. Selon elle, l'«outil web», bien qu'il permettra de connaître les places disponibles dans les différentes ressources, ne permettra pas forcément de trouver une place qui répond aux besoins et aux réalités de chacun.

Plus de logements culturellement sécurisés
La directrice générale de Projets autochtones du Québec (PAQ), Heather Johnston voit aussi chaque soir ses refuges remplis au maximum de leur capacité. Selon elle, il y a un besoin criant de logements culturellement sécurisés pour répondre aux besoins des personnes autochtones.

«En plus du manque de lit dans les refuges il y a un manque de logement permanent avec des services culturellement sécurisés pour la communauté autochtone, dit-elle. La raison pour laquelle on est débordé dans le refuge, c'est qu'on n'a pas de logements où mettre les gens, tout le monde en cherche un, car personne ne veut être dans un refuge».

Cette année, seulement cinq places en logements subventionnées auraient été mises à sa disposition pour les 500 personnes qui fréquentent ses deux refuges.

La directrice aimerait voir davantage de logements où les personnes sont accompagnées dans leur processus de réintégration notamment via de l'aide en santé mentale. Heather Johnston déplore des financements qui ne vont pas au-delà de 2024, ce qui s'ajoute à un manque de main-d'œuvre qui touche sévèrement le milieu communautaire.

«La plus grande crise, quelque soit le budget que l'on m'envoie, c'est la pénurie d'intervenants, il est presque impossible de recruter un intervenant qualifié et expérimenté […] même pour du personnel administratif, c'est un casse-tête, dit-elle. Dans nos services, on est au bout du rouleau».

Retour à la table des matières

LA FACE CACHEE DE L'ARRIVEE DES MIGRANTS

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 20 NOVEMBRE 2022 - PAGE ACTUALITÉS_2

Par : Suzanne Colpron
https://www.lapresse.ca/actualites/2022-11-20/la-face-cachee-de-l-arrivee-des-migrants.php

Manque de ressources. Manque d'argent. Manque de tout. Les organismes communautaires subissent les contrecoups de l'arrivée massive des demandeurs d'asile par le chemin Roxham et à l'aéroport Montréal-Trudeau.

« On est habitués à la misère, mais pas autant »

Colette Casavant dirige un organisme de soutien aux parents dans le besoin depuis 28 ans.

Au début, les familles venaient du quartier, dit-elle. Elles étaient autour de 20. Leur nombre a augmenté au fil des ans. Mais depuis la réouverture de la frontière canado-américaine et du chemin Roxham, la demande a explosé. L'organisme Entre mamans et papas, de l'est de Montréal, aide aujourd'hui 700 familles, en majorité des demandeurs d'asile haïtiens.

« On est fatigués, avoue M me Casavant. C'est beaucoup de travail et on manque de tout. »

Le téléphone sonne sans arrêt, et beaucoup d'organismes, de CLSC et d'hôpitaux leur recommandent des clients.

Les intervenants sont un peu en état de choc. J'ai l'impression que c'est la première fois qu'ils font affaire avec tant de misère. Une fois, ils nous ont recommandé une femme. Ça faisait quatre jours qu'elle n'avait pas mangé. Elle ne parlait quasiment pas. Ici, on est habitués à la misère, mais pas autant.

Colette Casavant, directrice d'Entre mamans et papas

L'un de ses 10 employés, Benoit Perrier, fait remarquer qu'on parle beaucoup de chiffres dans les médias, quand il est question des migrants, mais peu des organismes et des institutions qui leur viennent en aide. « Notre équipe est à bout de souffle, car les familles arrivent au pays en mode survie, avec tellement peu de ressources », note-t-il.

Des mois d'attente

Entre mamans et papas occupe un petit immeuble de trois étages, rue de Rouen. L'organisme offre des services de dépannage, de la préparation lactée pour nourrisson, de la nourriture pour bébé et des couches. Mais sa mission est plus large. Moyennant 15 $, les parents peuvent devenir membres et avoir accès à une foule de services et d'activités.

Le problème, c'est la liste d'attente. Les familles doivent patienter trois mois avant leur rendez-vous.

« On a un minimum de 20 demandeurs d'asile qui nous appellent chaque jour et on est obligés de les refuser », explique Véronique Clément, qui travaille pour l'organisme depuis 17 ans.

C’est la première fois qu’on doit faire ça. On leur dit de nous rappeler en janvier parce que si on continue comme ça, la madame qui attend va passer dans un an. C’est impossible. Et c’est sans compter les hôpitaux, les travailleuses sociales et le CLSC qui nous réfèrent du monde. Véronique Clément, employée d’Entre mamans et papas

Toutes les 45 minutes

Mme Clément enchaîne les rendez-vous dans une petite pièce au sous-sol de l’immeuble. De 10 à 12 familles défilent chaque jour, à raison d’une toutes les 45 minutes.

« Et voilà pour vous, madame, ça va être plus facile pour mettre le bébé », dit-elle à une maman venue du Congo, en installant devant elle un siège pour son bébé de 5 mois.

« Pour monsieur, ajoute-t-elle, en s’adressant à l’homme, assis à côté, on vous attendait pour la grandeur des vêtements. Le bébé habille plus du 18 mois, je crois. Est-ce que vous connaissez la pointure de chaussures pour les filles de 3 ans et de 5 ans ? »

« Pour la fille de 5 ans, c’est numéro 13 », répond le père de 42 ans. « Pour la fille de 3 ans, numéro 10. »

« Parfait, enchaîne Mme Clément. Je vous prépare vos sacs. »

Au mur, des étagères sont remplies de vêtements, pliés et rangés. Et dans la petite pièce voisine, des frigos et des étagères contiennent des fruits, des légumes, des produits laitiers, de la viande et des conserves. Un employé va chercher les denrées une fois par semaine chez Moisson Montréal. Ce lundi-là, on lui a remis des avocats, des haricots en conserve, des champignons en dés…

Quand les réserves sont épuisées, les familles doivent s’adresser à d’autres organismes.

La semaine passée, je suis allée acheter pour 1200 $ de nourriture de bébé. Ça a duré une semaine, raconte Colette Casavant. Habituellement, ça durait un mois.

Colette Casavant, directrice d’Entre mamans et papas

Elle ajoute qu’il n’y a aucune aide gouvernementale supplémentaire pour servir cette clientèle. « Dans le temps de la COVID, j’ai fait des demandes et j’ai eu tous les financements dont j’avais besoin, dit-elle. On avait un service d’urgence, on mettait les sacs à l’extérieur, ça roulait. Mais là, c’est comme si tout le monde fermait les yeux. »

« C’est honteux »

Entre mamans et papas est situé dans Hochelaga-Maisonneuve, mais sert tout Montréal.

Son budget tourne autour de 728 000 $ par an : 300 000 $ pour le service de dépannage vestimentaire et alimentaire, et le reste pour les autres services et activités.

Québec lui accorde 362 500 $ en subventions, mais de cette somme, seulement 15 000 $ sont alloués au service de dépannage vestimentaire et alimentaire, qui croule sous les demandes

d’aide. Le reste provient en bonne partie de dons de fondations, de congrégations religieuses et d’entreprises privées.

« Là, je suis en train de rappeler les fondations pour leur demander de l’argent, dit M me Casavant. Les 18 000 $ qu’ils nous ont donnés ont duré six mois au lieu d’un an, par exemple. Si je ne faisais pas de demandes aux fondations, il n’y aurait pas de services. Les fondations, elles viennent visiter, elles aiment le travail qu’on fait et elles sont fidèles. J’aimerais vraiment ça que le gouvernement vienne nous voir ; 15 000 $ par an, c’est honteux. »

La renommée internationale du chemin Roxham

C’est un ami de Montréal qui lui a conseillé de venir au Canada par le chemin Roxham.

Wilkins Sylvain, 42 ans, habitait alors au New Jersey dans la famille de sa mère avec sa femme, Fernande Juste, et leur petit garçon de 3 ans.

« On dormait par terre dans le salon depuis six mois », dit Fernande, 33 ans, son bébé de 2 mois dans les bras.

Wilkins n’avait pas de travail au New Jersey. Le 17 janvier 2022, il a donc décidé de suivre les conseils de son ami. Il a acheté un billet de bus au coût de 150 $ pour aller à Plattsburgh. Puis, de Plattsburgh, il s’est rendu au chemin Roxham en taxi, comme le font des centaines de migrants chaque semaine depuis janvier.

Fernande craignait de se faire arrêter par la police et envoyer en Haïti. Elle a préféré attendre qu’il soit au Canada avant de le suivre, 10 jours plus tard.

« Je vais mourir ici, mais je ne retourne pas en Haïti », jure-t-elle.

Sur la route

Le couple avait fui Haïti au milieu des années 2010. Dans ce pays, le plus pauvre des Caraïbes, le salaire minimum est de 0,50 à 1,00 $ de l’heure. Sans parler des gangs armés et des enlèvements.

Le premier pays où ils ont séjourné est le Chili. Wilkins et Fernande pensaient y rester toute leur vie, mais ils sont partis au bout de trois ans et demi, faute de travail.

La majorité des familles de demandeurs d’asile qui viennent cogner à la porte de l’organisme communautaire Entre mamans et papas, dans Hochelaga-Maisonneuve, arrivent du Chili et du Brésil, où elles ont entrepris la longue migration vers le Canada, par voie terrestre.

« Les gens sont épuisés mentalement et physiquement, explique Colette Casavant, directrice de l’organisme. Des fois, ça fait quatre ans qu’ils ont quitté leur pays. Ils ont beaucoup marché. »

Le voyage est effectivement long et périlleux. Ceux à qui La Presse a parlé ont suivi à peu près la même route et payé des passeurs bien organisés pour entrer au Canada.

« Ça nous a coûté 6000 à 7000 $ », précise Wilkins.

« On a traversé une dizaine de pays : Bolivie, Pérou, Équateur, Colombie, Panamá… »

Seuls ? « Non, avec un groupe de 72 personnes. »

À l'approche de chaque frontière, les migrants devaient descendre du bus, traverser à pied, de préférence la nuit, et monter à bord d'un autre bus de l'autre côté.

À Turbo, en Colombie, port de 163 000 habitants de la côte caraïbe, ils ont pris un bateau pour traverser le golfe afin de rejoindre le Panamá, d'où ils ont entamé une traversée de la jungle, dans des montagnes, qui a duré 10 jours.

On a vu plusieurs personnes mortes. Il y en avait d'autres qui ont décidé de rester dans la jungle. Elles avaient des blessures aux pieds et n'étaient pas capables de continuer.

Fernande Juste

Rendus au Mexique, les gens se sont dispersés, dit Wilkins. Fernande et lui sont restés un mois avant de franchir la frontière américaine, le 28 juillet 2021.

« Quelqu'un » leur a dit comment traverser le Rio Grande pour entrer au Texas. Un taxi les attendait de l'autre côté.

En tout, ils ont passé sept mois aux États-Unis, dont six au New Jersey.

Depuis le 3 mars, ils vivent dans un appartement de Cartierville. Le loyer est de 880 $ par mois. Ils touchent de l'aide sociale et un montant additionnel pour le lait maternisé. Mais ça ne suffit pas. Ils ont besoin de nourriture, de vêtements, de meubles…

« On a juste un lit pour quatre », confie Fernande, qui a mis au monde son 2 e enfant le 21 août, à Montréal.

« Je serais mort »

Le parcours de Junior, 42 ans, et de sa famille est semblable, à la différence qu'ils sont partis du Congo pour aller au Brésil.

Mais lorsqu'ils ont décidé de quitter le Brésil, en 2018, après y avoir passé deux ans, ils sont montés à bord d'un bus avec d'autres migrants, comme Wilkins et Fernande. Ils ont pris le même bateau en Colombie pour regagner les côtes du Panamá et ont marché, tout comme eux, pendant 10 jours dans la jungle.

« Je serais mort si j'étais resté au Congo », confie Junior.

Sa femme a accouché d'une petite fille, à São Paulo, en mars 2017. Elle était de nouveau enceinte quand ils ont décidé de partir, en laissant tout derrière.

Aux États-Unis, ils se sont installés à Brunswick, dans le Maine, où ils ont passé deux ans. C'est là qu'est née leur 2 e fille.

« J'avais entendu dire qu'un autobus partait de New York pour aller au chemin Roxham, raconte-t-il. Nous étions quatre, c'était 250 $ par personne, 1000 $ en tout, mais j'ai offert 900 $ et ils ont accepté. »

La famille a franchi le passage du chemin Roxham à la fin de mars 2022. Après avoir été hébergée pendant six semaines au YMCA, elle a déménagé dans un appartement de Montréal-Nord.

« Nous manquons d'argent, mais nous avons la paix, souffle Junior. Mon rêve, c'était d'arriver au Canada pour l'avenir de mes enfants. »

Encadré(s) :

Besoin d'un coup de pouce

De nombreux autres organismes communautaires auraient besoin d'un coup de pouce.

« Bien sûr que l'arrivée des demandeurs d'asile a des répercussions », lance Marjorie Villefranche, directrice générale de la Maison d'Haïti. « Régulièrement, je demande à la coordonnatrice de me faire des rapports. Cette semaine, elle avait 147 dossiers, juste des demandeurs d'asile. »

Québec ne finance que l'aide au logement, précise-t-elle. « Et vous savez qu'une famille de demandeurs d'asile n'a pas besoin que d'un logement. Donc, tout le reste, on le fait sans financement. On les aide à s'installer, à remplir et signer les documents, à inscrire les enfants à l'école, à trouver des meubles, à faire les demandes de permis de travail, de ceci, de cela. »

Le Carrefour le Moutier, un organisme de première ligne situé dans le Vieux-Longueuil, constate aussi une augmentation de la demande depuis quelques mois. « C'est sûr qu'on voit qu'il y a des besoins, assure Héléna Roulet, directrice. Il y a plus de personnes qui cognent à notre porte. Et ce qu'on voit, c'est la complexité des cas. »

26 846

Nombre d'interceptions de migrants faites par la GRC à la frontière entre le Québec et les États-Unis, sur un total de 27 052 interceptions pour l'ensemble du Canada, de janvier à septembre.

Source : gouvernement du Canada

7285

Nombre de personnes ayant présenté une demande d'asile à l'aéroport Montréal-Trudeau entre janvier et septembre.

Source : gouvernement du Canada

Retour à la table des matières

MONTÉE DE L'ITINÉRANCE AU LAC-SAINT-JEAN : LES ORGANISMES SONNENT L'ALARME

RADIO-CANADA – 20 NOVEMBRE 2022

Par : Mélissa Paradis
https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1934147/itinerance-lac-saint-jean-hausse

Pour la première fois, une nuit des sans-abris a eu lieu à Alma il y a quelques semaines.

Au Lac-Saint-Jean, les organismes communautaires sont unanimes : il y a urgence d'agir pour freiner l'itinérance qui gagne du terrain. Le phénomène est non seulement plus visible, mais il est aussi plus complexe.

À Roberval, la problématique est telle qu'une cellule de crise a été mise en place. Les problèmes de santé mentale ou de consommation, la crise du logement, la pandémie, la pauvreté et la proximité de la prison sont autant de facteurs qui poussent une personne à la rue. Ça demande du travail, aider ces personnes-là à se reconstruire, explique le directeur général du Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy, Pascal Mailloux.

Si la crise est particulièrement préoccupante à Roberval, Dolbeau-Mistassini, Saint-Félicien et Alma n'échappent pas au phénomène. Toutes les itinérances ne sont pas pareilles, explique le directeur général du Centre de ressources pour hommes Optimum, Sébastien Ouellet. Tu peux avoir des personnes, par exemple un père qui est en séparation. Il dort chez des amis. C'est une forme d'itinérance, mais c'est situationnel, ajoute-t-il.

Manque de ressources

Au Lac-Saint-Jean, les ressources sont limitées et disparates. Une poignée de lits d'itinérance et de crise, un appartement et quelques chambres sont éparpillés sur le territoire. La Maison du cheminement, qui œuvre en santé mentale, offre trois lits à Roberval et à Dolbeau-Mistassini. En 2021, elle a refusé 441 demandes, faute de place.

Pour les intervenants du milieu communautaire, il faut plus de ressources humaines et financières, des appartements supervisés à court et à long terme et une maison des sans-abri. Il y a une maison des sans-abri au Saguenay et comme on le dit souvent, les gens ne veulent pas être déracinés de leur milieu, rapporte la directrice générale de La Maison du cheminement, Mélissa Gaudreault.

Faire les choses différemment

Devant un phénomène de plus en plus complexe, certains réclament aussi un changement dans les façons de faire. Il y a sept mois, deux équipes formées d'un travailleur social et d'un policier de la Sûreté du Québec ont été créées pour aider les populations vulnérables de la MRC Domaine-du-Roy. Une nouvelle approche jamais vue ici et appréciée par le milieu.

Mais il reste du travail à faire, selon certains. La directrice générale des Centres Mamik du Lac-Saint-Jean donne l'exemple d'une personne qui a des problèmes de santé mentale et de consommation : Et là, [on lui dit] : "Règle ton problème de consommation, on va pouvoir agir au niveau de ta santé mentale." Mais il faut travailler ensemble parce que nos gens ont besoin de support et d'accompagnement.

Selon Sébastien Ouellet, du Centre de ressources pour hommes Optimum, le milieu institutionnel et le milieu communautaire doivent collaborer davantage .

Il y a presque quatre ans, le CIUSSS dénombrait 134 personnes en situation d'itinérance au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il dresse actuellement un nouveau portrait de cette réalité dans le but de mettre de l'avant des mesures d'aide appropriées.

Retour à la table des matières

3 MILLIONS POUR PRÉVENIR D'AUTRES DRAMES FAMILIAUX

LA PRESSE+ (LA PRESSE) – 21 NOVEMBRE 2022 - P. ACTUALITÉS_18

Par : Philippe Teisceira-Lessard
https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2022-11-21/ville-de-laval/3-millions-pour-prevenir-d-autres-drames-familiaux.php

Frappée par deux drames familiaux cet automne, la Ville de Laval compte injecter 3 millions supplémentaires dans les organismes de prévention sociale de son territoire, a appris La Presse.

L'investissement sera annoncé en décembre, dans le cadre du dévoilement et de l'adoption du budget municipal. « Ce sont des tragédies humaines. Il y avait de la détresse dans tout ça », a affirmé le maire Stéphane Boyer, en marge d'une entrevue téléphonique.

L'élu faisait référence à la mort des enfants de 11 et 13 ans d'un homme accusé de meurtre en octobre dans le quartier Sainte-Dorothée, ainsi qu'à la noyade d'un nouveau-né lorsque sa mère a volontairement immergé sa voiture dans la rivière des Mille Îles. Ces drames ont ébranlé la population lavalloise.

Le maire Boyer veut « créer une nouvelle enveloppe de 3 millions pour aider les organismes en développement social ». Le financement serait récurrent.

« Traditionnellement, les villes aident les organismes en loisir et c'est Québec qui aide les organismes en développement social (tout ce qui est prévention de la violence conjugale, du suicide, enjeux de santé mentale, décrochage scolaire) », a-t-il expliqué. « Mais nous, on souhaite aller plus loin, on souhaite contribuer. »

Investir en amont

En 2022, le budget de Laval s'élevait à 970 millions.Est-ce bien le travail d'une ville de financer ce créneau du milieu communautaire, souvent déjà financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux ? « C'est bien mieux d'investir dans ces organismes-là en amont plutôt que d'attendre qu'il soit trop tard et que ça devienne des investissements dans le service de police », a répondu le maire Boyer, élu depuis un an.

Laval est aussi aux prises avec un problème grandissant d'insécurité, avec des échanges de coups de feu assez fréquents dans les derniers mois. Le 11 novembre dernier, une fusillade a éclaté dans un parc à proximité du collège Montmorency, faisant quatre blessés. La réplique policière face au phénomène « commence à porter ses fruits », assure Laval.

Selon le maire Boyer, un investissement dans le milieu communautaire pourrait aussi contribuer à solutionner le problème de violence armée. « Ce qu'on voit, c'est que ce sont beaucoup des jeunes entre 16 et 25 ans [qui sont impliqués]. Je me dis : si on est capables de leur donner un milieu où ils vont pouvoir s'impliquer, se développer comme individus, créer un sentiment d'appartenance, c'est le genre de chose qui peut les aider à ne pas décrocher ou à ne pas aller vers un gang de rue », a-t-il dit. « C'est difficile à mesurer, mais je crois que l'impact est réel et il est là. »

Retour à la table des matières

CRÉATION D'UNE CELLULE DE CRISE POUR L'ITINÉRANCE AU CENTRE-DU-QUÉBEC

LE NOUVELLISTE – 22 NOVEMBRE 2022

Par : Sébastien Lacroix
https://www.lenouvelliste.ca/2022/11/22/creation-dune-cellule-de-crise-pour-litinerance-au-centre-du-quebec-e364a5369a3d7f7147c6133cd2508fbd?nor=true

Comme de plus en plus de personnes en situation d'itinérance se déplacent d'une municipalité à l'autre au Centre-du-Québec, une cellule de crise régionale réunissant l'ensemble des organismes de travail de rue a été mise sur pied.

Si les services en itinérance se donnent principalement à Drummondville et Victoriaville, de plus en plus de personnes en situation d'itinérance en provenance des différents secteurs transitent vers les grands centres.

C'est pourquoi les organismes de travail de rue ont décidé de travailler ensemble pour arrimer leurs services et documenter la problématique de l'itinérance au Centre-du-Québec. «L'ensemble des organismes en travail de rue vont se réunir de quatre à cinq fois par année. On va donner un portrait de chacune de nos MRC et regarder comment on peut continuer à améliorer nos trajectoires de services», précise François Gosselon, coordonnateur clinique chez Ensoleilvent, un organisme de Victoriaville qui a inspiré la démarche.

«Il y a aussi tout un pan qu'on veut travailler de l'itinérance au féminin. Depuis les deux dernières années, il y a eu une augmentation significative. Il y a une intervenante qui a été engagée pour regarder cette mouvance-là», ajoute-t-il.

«Éventuellement, on va peut-être travailler à développer du logement, parce que si on veut régler l'itinérance, il faut développer du logement abordable et du logement social», mentionne François Gosselin.

Le projet, mené par l'Ensoleilvent et ses partenaires, est notamment possible grâce à une aide financière de 85 000 $ issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'ACSIS, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

« Notre gouvernement est résolument engagé dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est pourquoi nous soutenons ce projet, qui vise à aider les personnes en situation d'itinérance en leur proposant des solutions adaptées aux obstacles auxquels elles sont confrontées. Faire en sorte que toutes et tous aient accès à leur chez-eux est une condition de base pour favoriser la participation sociale », a soutenu la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, par voie de communiqué.

Cette initiative est le résultat de la mobilisation de plusieurs partenaires. Le tout a débuté lorsque le comité intersectoriel en itinérance et le comité d'hébergement d'urgence Arthabaska-Érable ont demandé la collaboration de l'Ensoleilvent pour la mise en place d'une unité de débordement à Victoriaville, dont l'ouverture a été annoncée en date du 14 novembre 2022.

« L'itinérance a plusieurs visages et il faut, par conséquent, agir de manière diversifiée pour répondre aux besoins des personnes qui la vivent », a expliqué Mme Mélanie Bergeron, directrice générale du CRDS.

« Face à la pandémie de la COVID-19, la crise du logement et les problématiques en matière de santé mentale, il était nécessaire de développer une réponse régionale en matière d'itinérance. Je suis fier que les organismes du Centre-du-Québec travaillent ensemble pour mettre en place des solutions concrètes et ainsi s'assurer que toute personne dans le besoin ait accès à un endroit pour se réchauffer, pour manger et pour dormir, ainsi qu'à un accompagnement pour trouver un logement stable », a ajouté Antoine Tardif, le président de la Table des MRC du Centre-du-Québec et maire de Victoriaville.

En plus de la contribution de l'ACSIS, cette initiative est rendue possible grâce au soutien financier du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026 et du programme fédéral de lutte contre l'itinérance Vers un chez soi, par l'intermédiaire du Centre intégré université de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-Centre-du-Québec (CIUSSS MCQ).

Retour à la table des matières

LA GUIGNOLEE DES MEDIAS SOUS LE SIGNE DE L'INFLATION

METRO – 23 NOVEMBRE 2022

Par : David Beauchamp

La 22e édition de La guignolée des médias était lancée aujourd'hui dans l'entrepôt de Moisson Montréal, battant à plein régime pour fournir en denrées alimentaires les différents organismes qui peinent à remplir leur mission d'aide aux plus démunis en raison de l'inflation.

«On ne partagera pas de chiffres ni de statistiques sur la pauvreté cette année, car tout a été dit cet automne. Nous sommes tous conscients que l'inflation sous toutes ses formes affecte une plus grande partie de la population, mais on s'adresse quand même à eux pour nous aider tout au long de cette collecte», déclare Denise Deveau de l'agence de communication 180deux.

L'impact de l'inflation sur le portefeuille des donateurs a été l'enjeu le plus abordé par les cinq porte-parole présents durant l'événement, tels que Marie-Claude Barrette, Valérie Roberts, Lindsay Brun et Michel Bherer, qui ont invité le public à être davantage généreux pour compenser pour ceux qui en donneront moins lors de cette édition.

Marina Orsini, également porte-parole, s'est dite émue de voir autant de paniers de Noël et de bénévoles à l'œuvre et appelait les gens à être généreux malgré l'inflation. «Il y a beaucoup de gens qui avaient l'habitude de donner 10 ou 20 $. L'idée n'est pas de ne plus donner, mais de donner moins. C'est vraiment les sous et les dollars de chacun qui vont faire une grande différence», a-t-elle affirmé.

La guignolée, un pansement et non une solution

Quelques experts en pauvreté étaient d'ailleurs présents au lancement de la guignolée pour expliquer aux médias les solutions qui existent pour s'attaquer plus efficacement à cet enjeu.

Il était important pour Janie Houle, titulaire de la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM, de saisir cette tribune pour parler de pauvreté et des manières de la réduire durablement pour en finir éventuellement avec les guignolées.

La pauvreté, c'est tout au long de l'année et chaque année, on se retrouve dans la même situation, et qui s'aggrave avec la crise du logement. La guignolée demeure un pansement sur un gros bobo qui s'infecte continuellement. Ça nous prend un filet de protection sociale beaucoup plus solide pour ne laisser personne derrière.

Janie Houle, titulaire de la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM

La psychologue communautaire précise que 3,9 milliards de dollars seraient suffisants pour permettre à tous de satisfaire leurs besoins de base. Elle déplore l'initiative du gouvernement caquiste d'envoyer des chèques de 400 et 600 $ à la population, mesure jugée inefficace alors que les plus démunis sont les plus affectés par l'inflation.

«Il faudrait accorder à tout le monde un revenu de base, en haussant le salaire minimum et en bonifiant les prestations d'aide sociale pour permettre aux gens en situation de pauvreté d'avoir des projets de vie.»

Des solutions par et pour les personnes en situation de pauvreté

Janie Houle était d'ailleurs accompagnée d'«experts de vécus», c'est-à-dire des personnes qui vivent en situation de pauvreté impliquées dans la chaire. Celles-ci proposent des solutions concrètes en fonction de leurs propres expériences.

«C'est sûr que réduire l'aide gouvernementale à une couche sociale plus réduite et à faible revenu permettrait de partager la tarte entre ceux qui en ont le plus besoin, mais il faut que ce soit accompagné de restrictions du marché, affirme Alain-Antoine Courchesne. Plus d'aliments doivent être réglementés afin que les prix demeurent fixes, comme dans le cas du lait ou du pain.»

Pour Pierre Cardinal, membre du comité de gouvernance de la chaire pilotée par Janie Houle et lui-même prestataire d'aide financière en raison d'une contrainte sévère à l'emploi, l'aide alimentaire n'est pas une mesure structurante pour s'attaquer à la pauvreté, contrairement au logement social.

«Il faut déployer plus de logements sociaux et abordables. Ça fait deux ans que je bénéficie d'un logement subventionné dans une coopérative d'habitation et ça me permet d'équilibrer mon budget et de ne plus avoir recours aux banques alimentaires. Des investissements importants en logement feraient en sorte qu'on n'ait plus besoin de guignolées, ce qui serait idéal.»

Retour à la table des matières

MARCHAND N'EN FAIT PAS ASSEZ POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT, SELON SMITH

LE SOLEIL – 23 NOVEMBRE 2022

Par : Émilie Pelletier
https://www.lesoleil.com/2022/11/23/marchand-nen-fait-pas-assez-pour-lutter-contre-la-crise-du-logement-selon-smith-6959b041f2237de68c4527628b631d93?nor=true

En pleine crise du logement, Jackie Smith estime que le maire de Québec utilise de «fausses excuses» en remettant entre les mains du gouvernement la création de nouveaux logements sociaux et abordables. Pourtant, des unités sont bel et bien en chantier, réplique l'administration Marchand.

Si elle reconnaît que les paliers gouvernementaux supérieurs ont leur rôle à jouer dans le développement de projets de logements communautaires, Mme Smith insiste pour que le maire de Québec fasse preuve de plus d'«initiative» et de «leadership» dans le dossier de l'habitation.

Comme ailleurs, la crise du logement frappe la région de Québec, où une rareté s'observe. L'accès au logement se «dégrade» et la revitalisation de certains quartiers centraux n'y est pas étrangère.

Jackie Smith a pressé mercredi l'administration Marchand à entreprendre des «mesures fortes» pour y remédier.

«Au cours de la première année de son mandat, l'administration Marchand n'est responsable de la création que de 36 logements communautaires par la cession du bar le Kirouac à une coopérative d'habitation», déplore l'élue du district de Limoilou.

Le projet Les Jardins d'Alchémilles, comprenant une trentaine de logements sociaux dont la moitié pourraient être subventionnés, doit en effet être construit sur le terrain de cet ancien bar du quartier Saint-Sauveur d'ici 2025, à l'initiative du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS).

Or, la Vision de l'habitation de la Ville de Québec, adoptée en 2020, prévoit la construction d'environ 500 logements sociaux et abordables par année, jusqu'en 2025.

Malgré tout, «deux ans plus tard, nous sommes loin du compte», déplore Jackie Smith.

Unités en construction

Il n'en fallait pas plus pour faire réagir l'administration Marchand. À peine quelques heures après la sortie de la cheffe de Transition Québec, la responsable du développement social au comité exécutif de la Ville de Québec «recadrait» le discours.

S'il est vrai que l'on n'a pas forcément procédé à des annonces sur les projets, les choses avancent bel et bien, assure Marie-Pierre Boucher.

En 2022, l'administration Marchand calcule que 188 nouvelles unités, dont la réalisation pourrait commencer d'ici deux ans, ont été attribuées via différents programmes gouvernementaux. La

construction de 300 autres portes, confirmées sous l'ancien maire Régis Labeaume, a également été lancée cette année.

«On va livrer des projets en 2022, soutient Mme Boucher. «On est loin du 36, on en a beaucoup plus».

«Grands besoins»

L'objectif annuel de 500 nouvelles unités demeure loin, nuance-t-elle.

«On constate la même chose, il y a de grands besoins», laisse tomber l'élue. Avec les hausses des taux d'intérêt et du coût des matériaux, les partenaires de la Ville peinent à boucler les budgets des projets qu'ils ont déjà entre les mains.

Jackie Smith voudrait tout de même que la Ville force les promoteurs à inclure une portion de logements communautaires dans leurs projets. Des mesures d'autant plus importantes, selon elle, avec l'émergence imminente du projet de tramway qui fera place à de nouveaux projets immobiliers le long du tracé.

Parmi les unités en construction, 46% sont situées sur le tracé du tramway, précise Mme Boucher. «Actuellement, on observe plusieurs solutions pour permettre l'abordabilité, jure-t-elle. Tout est sur la table. Je m'attends de Mme Smith qu'elle puisse être une partenaire».

Retour à la table des matières

SE DONNER LES MOYENS DE NOS AMBITIONS EN ALIMENTATION

LES AFFAIRES – 23 NOVEMBRE 2022

Par : Eliane Brisebois
https://www.lesaffaires.com/blogues/eliane-brisebois/se-donner-les-moyens-de-nos-ambitions-en-alimentation/637786

Une des solutions qui a bien fait jaser est un programme universel d'alimentation scolaire, qui permettrait notamment de lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants. (Photo: 123RF)

BLOGUE INVITÉ.

Il faut «transformer notre relation à l'alimentation vers une seule santé, celle des populations et des écosystèmes dans lesquels elles habitent». L'appel a été lancé par près de 400 acteurs du milieu de l'alimentation au Québec et qui se sont réunis les 15 et 16 novembre dernier, à Victoriaville, dans le cadre du premier Forum sur les systèmes alimentaires territoriaux (SAT).

L'événement, auquel j'ai pris part, a eu le mérite de réunir des personnes provenant des 17 régions administratives du Québec et de communautés autochtones — une véritable première — et de les fédérer autour d'une déclaration commune à partir de l'approche des SAT qu'«on ne veut pas définir de façon figée, mais qui repose sur un ancrage territorial, une vision systémique qui intègrent des enjeux comme la santé et les inégalités sociales et une perspective de transition socioécologique», précisait d'entrée de jeu Vincent Galarneau, directeur du volet systèmes alimentaires de proximité pour Vivre en ville, une des organisations partenaires du forum.

Si les particularités de chaque région ont été mises de l'avant pendant ces deux jours, il en ressort néanmoins que de nombreux défis et solutions sont communs à l'ensemble des territoires et nécessitent des efforts collectifs et concertés pour contribuer à la transition socioécologique des systèmes alimentaires au Québec.

Par exemple, une solution transversale dont il a été question à plusieurs reprises est la mise en œuvre d'un revenu de base. Cette solution assurerait aux populations à faible revenu une meilleure sécurité alimentaire en leur permettant de se nourrir adéquatement et selon leurs préférences, en dehors de toute stigmatisation qui peut être associée à l'aide alimentaire, contribuant par le fait même à ce que le droit à l'alimentation de tous et toutes soit respecté. La mise en place d'un revenu de base pourrait également venir répondre aux difficultés financières que connaissent de nombreux producteurs et productrices.

Une productrice maraîchère des Îles-de-la-Madeleine le soulignait en plénière: il ne faut pas oublier que la production alimentaire est insérée dans une dynamique mercantile à laquelle on peut difficilement se soustraire. Les acteurs de la production doivent être intégrés aux nouvelles instances de gouvernance des systèmes alimentaires créées pour soutenir les transformations, a-t-elle ajouté. Ainsi, la coordonnatrice du Conseil du Système alimentaire montréalais, Anne Marie Aubert, reconnaissait que, pour l'île de Montréal, «la prochaine étape est de créer plus de ponts avec les producteurs et productrices de la région périurbaine».

Une autre solution qui a bien fait jaser est un programme universel d'alimentation scolaire, qui permettrait notamment de lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants. Interpellé sur le sujet lors d'un panel intitulé «Dialogue avec les instances publiques», Horacio Arruda, sous-

ministre adjoint à la Direction générale de la santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux, a reconnu que plusieurs ministères devaient se saisir de ce dossier, car «c'est vrai que ça coûte cher, mais ce sont des investissements pour le futur et, quand les enfants décrochent, ça coûte encore plus cher».

Plusieurs concepts clés très utilisés ces dernières années, comme l'«alimentation locale» et l'«autonomie alimentaire», sont aussi revenus fréquemment dans les discussions tout au long du forum. Dans une allocution visant à synthétiser les grandes idées discutées lors de ces deux journées, le professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, Patrick Mundler, s'est permis de s'interroger sur ces concepts. «Sommes-nous autonomes si on importe les outils, la machinerie, les compétences et la force de travail pour produire nos aliments et si environ 80% des céréales qu'on produit servent à nourrir des animaux?» Il a également tenu à rappeler que «local» ne veut pas nécessairement dire «meilleur pour l'environnement» et que les acteurs des circuits courts dans certains secteurs ne sont pas toujours en mesure de répondre à la demande. On l'a vu par exemple avec la flambée des abonnements aux paniers des fermiers de famille au printemps 2020, alors que plusieurs agriculteurs n'avaient pas la capacité d'augmenter leur production en conséquence.

Ces réflexions mettent en évidence toute la complexité des changements qu'il faut enraciner et accélérer dans les systèmes alimentaires partout au Québec. Elles font ressortir que les acteurs de tous les domaines de la société, alimentaires ou non, tels que les gouvernements, les entreprises collectives et privées, les institutions, le milieu de la recherche et de l'enseignement, les organismes, etc., ont un rôle à jouer dans cette transition et qu'il faut nous donner les moyens de nos ambitions.

Retour à la table des matières

LE QUÉBEC POURRAIT-IL FONCTIONNER SANS LE TRAVAIL DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ?

LA PRESSE, LA PRESSE+ - 24 NOVEMBRE 2022 - P. DÉBATS_2

Par : Nathalie Collard
https://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/2022-11-24/sans-le-communautaire-nous-sommes-cuits.php

La réponse est non. Absolument pas.

La province compte environ 8000 organismes communautaires, qui emploient plus de 70 000 personnes. Ils œuvrent dans tous les secteurs de la société. Auprès des personnes âgées et des jeunes en difficulté. En santé mentale. En dépendance. En francisation. Auprès des femmes victimes de violence, des jeunes familles, des gens en recherche d'emploi. Ils offrent de l'accompagnement, de l'écoute, des denrées, des vêtements, des visites à domicile.

Les organismes communautaires sont un rouage indispensable de la société québécoise.

Le reportage de notre collègue Suzanne Colpron publié dimanche dernier montre à quel point leur travail est essentiel. En plus de ses activités régulières, l'organisme Entre mamans et papas aide 700 familles, des demandeurs d'asile haïtiens pour la plupart. Des migrants en mode survie qui ont besoin de tout : nourriture, vêtements, accompagnement. Sans le travail de cet organisme situé dans Hochelaga-Maisonneuve, ces familles seraient complètement démunies.

En itinérance, l'importance des groupes communautaires n'est plus à démontrer. On le voit ces jours-ci alors qu'on tente de régler les problèmes de cohabitation au Palais des congrès à l'approche de la COP15.

La vérité, c'est que le milieu communautaire intervient là où l'État s'est retiré. Il raccommode les mailles d'un filet qui échappe de plus en plus d'individus.

Et avec la situation économique difficile, plusieurs organismes disent aider une clientèle qui n'avait jamais eu besoin de leurs services jusqu'ici.

Bref, on leur en demande beaucoup.

Est-ce qu'on leur accorde une reconnaissance à la hauteur de leur travail et de leur contribution ? Encore une fois, la réponse est non. Absolument pas.

Ah oui, on prend le temps de les remercier. On répète à quel point leur travail est précieux. Combien leur apport a été important durant la pandémie.

« Words are cheap », comme disent les Anglais. Les mots ne suffisent pas. Les travailleurs du milieu communautaire méritent des budgets, un salaire et des conditions de travail à la hauteur de l'importance de leur travail.

Le salaire horaire moyen dans le secteur communautaire est de 19,82 $ pour les femmes et de 20,34 $ pour les hommes, selon des données de 2018 qui seront bientôt mise à jour. C'est nettement inférieur au salaire moyen de 25,42 $ l'heure pour l'ensemble du Québec.

Quant aux conditions de travail, elles ne se comparent pas à celles du secteur public : seulement 36 % des employés du communautaire ont accès à un régime de retraite ou à un REER avec contribution de l'employeur, alors qu'un peu plus du tiers (40 %) bénéficient d'un plan d'assurance collective.

La pénurie de main-d'œuvre accentue ces disparités. La moitié des organismes disent éprouver des difficultés à recruter des candidats et à former une relève.

Le plan d'action gouvernemental 2022-2027, présenté en mai dernier par le ministre du Travail Jean Boulet, prévoit 1,1 milliard de dollars sur cinq ans pour le milieu communautaire. C'est insuffisant. Les organismes doivent compléter leur financement par des dons de fondations privées et des levées de fonds, ce qui représente encore plus de travail pour eux.

Et comme s'il n'y avait pas suffisamment de défis, plusieurs organismes communautaires ont de plus en plus de difficulté à se loger à coût raisonnable. À Montréal, la hausse de loyers au centre-ville et la gentrification en forcent certains à s'éloigner physiquement de leur champ d'intervention, ce qui est absurde puisque leur travail se fait avant tout « sur le terrain ».

Il faut souhaiter que le programme d'accompagnement prévu dans le plan d'action, attendu pour l'an prochain, vienne régler ce problème une fois pour toutes.

Soyons cohérents. Si tous les organismes communautaires fermaient leurs portes demain matin, ce serait le chaos. Si on juge que leur travail est indispensable, offrons-leur des conditions conséquentes.

Retour à la table des matières

L'INFLATION FAIT MAL AVANT NOËL

LE JOURNAL DE MONTREAL – 25 NOVEMBRE 2022 – P. 1 & 3

Par : Clara Loiseau
https://www.journaldemontreal.com/2022/11/25/paniers-de-noel-pour-la-classe-moyenne

Des organismes de charité débordés de demandes d'aide

Les organismes croulent sous les demandes pour les paniers de Noël, notamment de familles de la classe moyenne qui lèvent la main pour la première fois de leur vie face à l'augmentation du coût de la vie.

« On se retrouve avec des gens qui donnaient [des denrées] avant et qui viennent maintenant demander de l'aide », confie Denise Ouimet, ancienne directrice générale de l'organisme qui est maintenant agente de développement chez le Relais communautaire de Laval.

À moins d'un mois des Fêtes, les organismes communautaires commencent à recevoir de nombreux appels de familles qui cherchent de l'aide pour obtenir de la nourriture pour avoir un beau souper de Noël.

Mais ce qui inquiète le plus les organismes sur le terrain, c'est le portrait changeant de ceux qui les appellent.

« Ce sont maintenant des gens qui ont une maison, une voiture, deux, trois enfants, déplore Chantal Proulx, coordonnatrice au Carrefour Alimenter L'Espoir de Blainville. Ce sont des gens

qui ne sont pas venus de l'année pour chercher de l'aide alimentaire, mais là, ils se sentent étranglés. Ce sont beaucoup de familles de la classe moyenne. »

DEMANDE EN HAUSSE

Et c'est le même son de cloche à Greenfield Park, à Longueuil, sur la Rive-Sud de Montréal.

« L'année dernière, on avait distribué entre 60 à 70 paniers de Noël, cette année, on est déjà à 121 demandes », affirme Robert Myles, vice-président de l'Association des Paniers de Noël.

Et la demande croissante se ressent dans toute la Belle Province.

En Haute-Gaspésie, on remarque par exemple que les sollicitations augmentent de plus en plus, indique Marjorie Maurin, directrice générale de l'organisme Partagence.

« Depuis un an, on a une hausse de 25 % des demandes de paniers alimentaires, c'est très gros pour nous », indique-t-elle.

DE MOINS EN MOINS DE DONS

Et si les organismes ont de plus en plus de misère à répondre à la demande, c'est parce que les effets de l'inflation se ressentent directement sur les dons que reçoivent les organismes.

« On vit un défi d'approvisionnement, et les prochains mois vont nous apporter leur niveau de défi », explique Audrey Bernier, gestionnaire des communications pour l'organisation.

En 2021, Moisson Montréal indique avoir distribué près de 17 millions de kilos de nourriture dans les près de 300 organismes qu'il dessert.

« Là [pour cette année financière], après sept mois d'opération, on vient de distribuer 10 millions de kilos. Nos prévisions veulent qu'au mois de mars 2023, on donne au total 20 millions de kilos, soit 3 millions de plus que l'an passé », explique-t-elle.

ÇA COÛTE CHER

La hausse du coût de la vie et des épiceries touche évidemment aussi les grosses organisations qui préparent notamment les paniers de Noël.

« On a fait des ajustements avec l'inflation parce que ça affecte notre pouvoir d'achat », soutient Ann St Arnaud, directrice des communications chez Jeunesse au soleil.

« On a réservé et acheté certains aliments il y a plusieurs mois pour s'assurer que le prix n'augmente pas, on a acheté de la nourriture en vrac pour couper dans certains frais », soutient-elle.

Malgré tout, l'organisation estime qu'elle sera en mesure d'aider environ 5000 familles encore cette année.

Retour à la table des matières

ITINÉRANCE: «LES GENS VONT MOURIR DE FROID», DIT UNE INTERVENANTE

LE JOURNAL DE MONTREAL – 28 NOVEMBRE 2022
LE JOURNAL DE QUEBEC – 28 NOVEMBRE 2022
TVA NOUVELLES – 28 NOVEMBRE 2022

Par : Agence QMI
https://www.journaldemontreal.com/2022/11/28/itinerance-les-gens-vont-mourir-de-froid-dit-une-intervenante-1
https://www.tvanouvelles.ca/2022/11/28/itinerance-les-gens-vont-mourir-de-froid-dit-une-intervenante
https://www.journaldequebec.com/2022/11/28/itinerance-les-gens-vont-mourir-de-froid-dit-une-intervenante-1

Les refuges pour itinérants débordent et beaucoup se retrouvent forcés d'aller passer la nuit dans les salles d'urgence pour être au chaud, une situation qu'a déplorée lundi la directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Annie Savage.

«La situation ressemble vraiment à celle qu'elle était cet été, j'ai envie de dire l'hiver passé, malgré le fait que la Ville et le CIUSSS [du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal] parlent d'un nombre de places historique; c'est loin d'être un nombre de places qui répond aux besoins», a-t-elle avancé, en entrevue avec QUB radio.

Elle a ajouté que les refuges sont devenus eux-mêmes des salles d'urgence, et donc qu'ils débordent. L'une des raisons, selon elle, est liée aux subventions PSL (Programme supplément aux loyers) que le gouvernement a mises en place pour éliminer l'itinérance.

«Il y a une crise de logements et une grande majorité des 1623 places est liée à une subvention aux loyers pour accompagner les personnes qui le désirent vers un logement sur le marché locatif privé [...]. Les loyers sur le marché privé qui rencontrent les critères PSL, c'est de l'ordre du miracle d'en trouver un et ça congestionne les lits en refuge qui sont consacrés à l'accompagnement de transition, donc trouver un logement», a-t-elle continué au micro de Philippe-Vincent Foisy.

«Un vrai lit d'urgence est aussi précieux un lingot d'or trouvé sur le trottoir», a ajouté Mme Savage.

Pour la directrice du RAPSIM, le gouvernement ne comprend pas l'enjeu.

«Je pense qu'il y a vraiment une incompréhension du phénomène actuellement. Quand on s'adresse aux élus responsables des dossiers, on se rend compte qu'ils ont beaucoup, beaucoup de choses à apprendre, mais malheureusement, ils sont de moins en moins disponibles et ouverts à s'asseoir avec le RAPSIM, qui est un regroupement parmi d'autres», a-t-elle expliqué.

Annie Savage demeure pessimiste quant à la suite. «Les gens vont mourir de froid, d'engelures, mais aussi mourir parce que, et ça, c'est écrit dans le ciel, il y a une détresse et on peut le comprendre, quand t'as pas dormi pendant des jours, tu dors mal, t'as de la misère à t'asseoir 3 secondes sans qu'on te demande de te déplacer et qu'en plus on te dit que tu ne pourras pas avoir un lit au chaud ce soir, y a de quoi virer», a-t-elle clamé.

La solution à court terme serait, selon Mme Savage, de revenir au mode d'intervention en place pendant la pandémie. «La Ville n'agit plus comme elle agissait quand elle avait certains pouvoirs

associés à la crise sanitaire, mais nous, ce qu'on demande, c'est qu'elle continue d'agir comme si c'était encore l'état d'urgence en itinérance, parce que ça l'est. Ça l'était d'ailleurs avant la COVID, et ça continue de l'être.»

Le besoin d'abris est incontestable également. «Il faut qu'il y ait des haltes chaleur, des lieux de tolérance où les personnes peuvent aller se réfugier. Les métros ferment passé minuit et jusqu'à 6 h le lendemain matin et il faut trouver des alternatives. Et à date, les seules alternatives que les gens trouvent, c'est effectivement les urgences d'hôpitaux», a-t-elle expliqué.

Retour à la table des matières

UNE HALTE-CHALEUR OUVRE SES PORTES A SHERBROOKE

RADIO-CANADA – 28 NOVEMBRE 2022

Avec les informations de Jean Arel
https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1936596/itinerance-sans-abris-refuge-centre-ville

Les personnes en situation d'itinérance à Sherbrooke pourront se réfugier la nuit dans un local pour s'y réchauffer dès le 1er décembre.

Cette halte-chaleur, située au 385, rue Alexandre, est complémentaire aux services déjà offerts par la Chaudronnée de l'Estrie et le Partage Saint-François. L'organisme IRIS Estrie est responsable du projet, qui a été imaginé par la Table itinérance de Sherbrooke et financé par le CIUSSS de l'Estrie - CHUS.

Ce n'est pas un service pour venir dormir et remplacer le service d'hébergement qu'on a déjà à Sherbrooke, mais il arrive que des gens n'y vont pas. Il arrive des fois que ça déborde, il n'y a pas de place, donc [des gens] pourront être un petit peu, minimalement confortables ici, explique la directrice d'IRIS Estrie, Charlene Aubé.

Le personnel d'IRIS Estrie compte par ailleurs prendre grand soin des personnes qui franchiront les portes de la halte-chaleur.

Selon les dons qu'on va recevoir de la population, il va y avoir des vêtements de rechange chauds. On a installé des cordes à linge pour que les gens puissent faire sécher leurs vêtements s'ils sont mouillés. On a eu aussi un grand don de tuques, foulards, mitaines, tous tricotés à la main. On va pouvoir offrir ça aussi aux gens s'ils en ont besoin quand ils viennent, souligne Charlene Aubé.
Le coordonnateur de la Table itinérance de Sherbrooke, Gabriel Pallotta, se dit très fier de cette initiative concertée.

« En voyant les froids qui commencent, c'est sur qu'on est content. Il était temps. » — Une citation de Gabriel Pallotta, coordonnateur de la Table itinérance de Sherbrooke

Deux gardiens de sécurité et à l'occasion, une travailleuse sociale, veilleront au bon déroulement des activités, souligne le conseiller municipal du district du Lac-des-Nations, Raïs Kibonge.
Ce n'est pas juste une halte où ils pourront se réchauffer. C'est une halte où ils pourront être orientés, indique-t-il.

La Ville veut rassurer les commerçants

Certains marchands de la rue Alexandre s'inquiètent de l'arrivée de ce nouveau service, mais la Ville se veut rassurante.

Les commerçants de la rue Alexandre nous parlaient beaucoup de la problématique des déchets. Des gens qui font leurs besoins sur leur porche, des choses comme ça. Ici, ils ont accès à une toilette. Ils vont pouvoir venir faire leurs besoins, prendre un café. Donc on espère que la rue Alexandre va être plus propre avec cette halte-chaleur-là, souligne la conseillère municipale et présidente du comité de la sécurité et du développement social, Catherine Boileau.

Le fait d'offrir un lieu de rassemblement où ils peuvent se sentir en sécurité, où les commerçants ont un lieu de référence, au lieu qu'ils soient devant leur commerce, ils peuvent les orienter vers là. Ça permet de canaliser la situation et de travailler à la régler, renchérit Raïs Kibonge.
Le service est proposé du lundi au jeudi de 16 h à 8 h, et restera ouvert de 16 h le vendredi jusqu'à 8 h le lundi suivant.

La halte-chaleur doit rester ouverte jusqu'à la fin du mois de mars 2023. Cette initiative fait partie d’un projet pilote de deux ans organisé dans trois villes du Québec.

Retour à la table des matières

PRODUCTION AGRICOLE: UN CREDIT D'IMPOT POUR L'ACHAT LOCAL RECLAME

TVA NOUVELLES – 28 NOVEMBRE 2022

Avec les informations de Sébastien Dubois
https://www.tvanouvelles.ca/2022/11/28/production-agricole-un-credit-dimpot-pour-lachat-local-reclame

La Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) demande au gouvernement d'instaurer un crédit d'impôt remboursable à l'achat d'aliments locaux.

Selon l'organisation jeunesse, il s'agirait d'un puissant incitatif pour la consommation de produits d'ici.

«Ceux qui font leur propre mise en marché ont besoin des consommateurs du Québec. À partir du moment où le prix est plus cher, à partir du moment où le consommateur n'est pas là, le revenu n'est pas là non plus [...] On veut inciter les consommateurs, même si parfois c'est plus cher, à aller acheter les produits», souligne la présidente de la FRAQ, Julie Bissonnette.

Cette mesure permettrait aussi de diminuer le transport routier et de soutenir les économies régionales.

«C'est pour encourager la production d'aliments dans notre Québec et vitaliser les campagnes, de garder vivantes les campagnes avec des entreprises florissantes, en santé économique aussi. Mais pour ça, ça prend une demande, ça ne prend pas juste une offre et ça la prend aussi à long terme», explique la propriétaire de la Fromagerie Nouvelle-France, à Québec, Marie-Chantal Houde.

C'est elle qui avait d'abord lancé l'idée d'un tel crédit d'impôt, en décembre 2018, lors du Congrès général de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

«Aujourd'hui, on a toute la technologie informatique pour pouvoir comptabiliser les achats locaux des gens.»

Chose certaine, il est urgent d'agir pour des producteurs maraîchers, qui ont observé une baisse de 20% des ventes de paniers bios cette année.

«Les coûts de production sont plus élevés ici, la réciprocité des normes, on a des normes à respecter, tout le temps un petit peu plus élevées, c'est sûr que ça nous permettrait de rivaliser un petit peu avec la compétition internationale», indique la productrice maraîchère de l'Île d'Orléans, Julie-Ann Blouin.

Cette mesure n'est qu'une des 19 revendications dévoilées lundi par la FRAQ, qui croit que l'autonomie alimentaire doit devenir une priorité au Québec.

«Quand on les produit localement nos aliments, on n'est pas dépendant d'autres pays et on n'est pas dépendant justement du prix de conteneurs exorbitant qui explose comme on a vu dans les dernières années ou du prix du pétrole qui explose pour le transport», mentionne Mme Houde.

Afin d’y arriver, l’organisation soutient qu’il est impératif d’appuyer et de favoriser la relève en agriculture par des incitatifs fiscaux, une meilleure aide financière et la valorisation de la profession.

Cette liste de revendications a été établie grâce aux demandes présentées lors des congrès de l'organisation ainsi qu’aux résultats de consultations tenues auprès de 8 000 jeunes agriculteurs québécois.

Retour à la table des matières

CONFUSION AUTOUR DU BUDGET DE MONTREAL CONSACRE A L'ITINERANCE

METRO – 29 NOVEMBRE 2022

Par : Mateo Gaurrand-Paradot
https://journalmetro.com/actualites/montreal/2957676/confusion-autour-du-budget-de-montreal-dedie-a-litinerance/

Le budget montréalais 2023 consacré aux initiatives en soutien aux personnes en situation d'itinérance serait amputé de 17%, passant de 5,9 M$ à 4,9 M$. Projet Montréal reviendrait ainsi sur sa promesse faite en 2021 d'allouer annuellement une somme de 6 M$ pour soutenir la population en situation d'itinérance.

Le conseiller d'Ensemble Montréal de Pierrefonds-Roxboro Benoit Langevin a interpellé l'administration actuelle durant le conseil municipal du 29 novembre faisant suite au dévoilement du budget 2023 à propos de cette coupe budgétaire. «Il y a bien 6 M$ de prévu pour l'itinérance», lui a alors répondu la conseillère de Projet Montréal de Rosemont–La Petite-Patrie Josefina Blanco.

Le document du budget 2023 dévoilé par la Ville affirme pourtant le contraire.

Contactée par Métro, Annie Savage, du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, indique avoir reçu un appel de la Ville lui expliquant que cette baisse de 1 M$ s'expliquait par l'absence du renouvellement d'ententes avec le gouvernement provincial. L'administration lui aurait ainsi affirmé que la somme de 6 M$ serait maintenue en 2023, une fois ces ententes signées.

Mme Savage rappelle que ce montant de 6 M$ est un «strict minimum» pour des besoins qui seraient «énormes». Le conseiller Langevin a quant à lui parlé d'une «crise de l'itinérance» qui sévit dans le quartier Milton-Parc.

Retour à la table des matières

BATIR L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE, ENSEMBLE

JOURNAL LE NORD – 29 NOVEMBRE 2022

Par : Simon Cordeau
https://www.journallenord.com/cahier-de-la-semaine/communaute-nourriciere-batir-lautonomie-alimentaire/

Comment rendre notre système alimentaire plus résilient ? En encourageant l'agriculture locale, communautaire et durable

À Saint-Adolphe-d'Howard, des citoyens s'organisent pour créer une communauté nourricière. À Saint-Colomban, le projet avance depuis déjà quelques années pour pallier le désert alimentaire dans la ville. Qu'est-ce qu'une communauté nourricière? C'est un groupe de gens qui essaient de rendre leur système alimentaire plus résilient , résume Audrie Tremblay, directrice générale de la coopérative de solidarité Jardins Nourri-Cîmes, à Saint-Adolphe. L'objectif, à terme, est que les citoyens se nourrissent de manière locale et durable pour atteindre, le plus possible, l'autonomie alimentaire.

Pour ce faire, il faut revoir où les aliments sont produits, comment ils sont transformés et comment ils sont vendus et distribués. Dans une démarche de développement durable, il y a toujours l'idée de faire les choses comme il faut. Il faut revoir beaucoup de choses pour notre autonomie alimentaire. Pas juste à Saint-Adolphe, mais aussi au Québec, voire dans le monde , soutient Mme Tremblay.

S'alimenter localement

Saint-Colomban est un désert alimentaire, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune épicerie sur son territoire. Je pense qu'on est la seule ville au Québec où vivent 18 000 personnes sans épicerie , déplore le maire, Xavier-Antoine Lalande. Les raisons sont d'abord historiques et géographiques, explique-t-il. La moitié de la population fait son épicerie à Saint-Jérôme, et l'autre moitié à Saint-Canut.

Ce vide est tout même un problème que le maire aimerait voir comblé. Convaincre un épicier de s'installer est toutefois ardu, même si le potentiel est là. Ils se disent : S'il n'y a personne, il doit y avoir une raison. Mais en attendant, nous à la Ville, on ne reste pas inactifs , continue le maire. C'est pourquoi la Ville a entrepris de devenir une communauté nourricière. D'abord, elle a mis sur pied un marché public. D'habitude, c'est la dernière étape. Nous, on a fait l'inverse pour arrimer la population au marché. On savait qu'on allait combler un besoin. Après quelques années, l'idée est un grand succès , témoigne M. Lalande.

À Saint-Adolphe-d'Howard, des paniers de produits locaux et frais sont disponibles depuis deux ans, explique Mme Tremblay. Ça donne accès à des légumes et des fruits bio de proximité. On voulait travailler avec une coopérative, comme la ferme La Roquette, pour propager ce modèle qu'on aime bien.

Créer un mouvement citoyen

Pour aller plus loin cependant, la participation citoyenne est essentielle. Une consultation s'est d'ailleurs tenue le 19 novembre dernier à Saint-Adolphe. Une cinquantaine de personnes y ont participé, se réjouit Mme Tremblay. Il y a de la demande pour plus d'accès à des aliments de

qualité. Les gens ne veulent pas tout le temps devoir faire des kilomètres. Ils ont envie de participer à un modèle qui n'est pas celui-ci actuellement. Ils veulent quelque chose à l'image des gens.

La consultation se poursuit en ligne jusqu'au 4 décembre, au mieuxnourrirstadolphe.cocoriko.org.

À Saint-Colomban, il a fallu beaucoup de temps et d'efforts pour créer le marché public. Le nerf de la guerre, ce sont les producteurs. Souvent, ils n'ont pas assez d'employés pour être partout en même temps. Les premières années, c'était très difficile de les convaincre , raconte M. Lalande.

Maintenant toutefois, l'engouement est réel. Tellement, qu'on doit refuser des producteurs! Le marché public est même devenu un lieu de rassemblement communautaire. Les gens viennent et s'amusent. Il y a des liens qui se tissent. Il y a des musiciens en direct, et on a amélioré la diversité musicale. On a construit un four à pizza extérieur aussi. Et l'année prochaine, il y aura encore plus de kiosques , se réjouit le maire. L'évènement attire même des touristes de l'extérieur, souligne-t-il.

Se cultiver

Saint-Colomban tient aussi un marché nourricier, au début du mois de mai. On y vend des semences, des plants potagers, des spores de champignons, bref tout le nécessaire pour cultiver chez soi. On peut même y apprendre comment se construire un poulailler, ainsi que les implications d'élever soi-même des poules, indique le maire. Le but est de préparer et d'alimenter le terrain pour la saison horticole.

M. Lalande souligne que les terrains de sa ville sont grands, avec 40 000 pieds carrés en moyenne. Le manque d'espace n'est pas une excuse. Des jardins collectifs et communautaires ont aussi été mis sur pied. On a ajouté un volet communautaire, pour la sociabilité. On a une OMH [Office municipal d'habitation] ici, et on voulait un jardin à proximité. Les gens peuvent avoir un espace où ils sont accompagnés et où on leur donne des ressources.

À Saint-Adolphe, on travaille sur plusieurs projets d'agriculture urbaine, comme des bacs avec les aînés, explique Mme Tremblay. Ces bacs permettent également de cultiver à des endroits moins propices à l'agriculture, comme les terres rocailleuses de Saint-Adolphe et de Saint-Colomban. On a aussi une serre, de 30 par 100 pieds. On est en démarche pour l'installer , continue Mme Tremblay.

À travers ces projets, Mme Tremblay et M. Lalande soulignent l'importance de partager le travail, mais aussi les connaissances et les ressources. On travaille à développer les compétences individuelles, pour que tous aient un jardin, mais aussi les compétences pour le faire , illustre M. Lalande.

Être autonomes et résilients

Au bout du compte, pour développer une communauté nourricière, il faut plusieurs projets complémentaires qui se renforcent l'un l'autre. Surtout, il faut de la patience.

C'est un peu comme ce projet de forêt nourricière dont nous parle Mme Tremblay. L'idée est de construire un écosystème, en choisissant des plantes qui grandiront en symbiose. Chaque plante

a une fonction : certaines captent l’azote et la transmettent aux autres, d’autres couvrent le sol pour qu’il reste humide. Il s’agit de trouver une combinaison de plantes qui va nourrir les gens. À terme, cette forêt devient permanente et autonome, mais il faut environ 5 ans avant d’en voir les bénéfices, estime Mme Tremblay. Il faut être patient, mais c’est pérenne dans le temps. Ce n’est pas comme les plantes annuelles : on les plante, on les récolte, et on recommence , compare-t-elle.

Ces nouvelles façons de faire amènent aussi de la variété dans nos assiettes : des plantes nouvelles, absentes de la cultivation industrielle. Là aussi, l’éducation des citoyens est importante. Notre souci, c’est de ne pas gaspiller , indique M. Lalande. L’année dernière, les récoltes du jardin collectif ont été données à l’aide alimentaire. Il y avait beaucoup de légumes-feuilles, certains qui ne sont pas communs. On a eu des questions : C’est quoi ça? Qu’est-ce que je fais avec ça? Même moi, je ne sais pas cuisiner tous les aliments du monde , illustre le maire.

Avec une diversité de sources et de produits, l’alimentation des citoyens est aussi plus résiliente. On est moins dépendants de ce qui se passe, des variations dans les chaînes d’approvisionnement, ou des changements climatiques. Mme Tremblay repense à la tornade qui a traversé Saint-Adolphe cet été. S’il y a un accident et que notre serre est touchée, on sait qu’il y a d’autres projets en cours. On ne met pas tous nos oeufs dans le même panier.

On ne dit pas qu’on pourra nourrir tout le monde. Mais ceux qu’on nourrit, on les nourrit bien , conclut Mme Tremblay.

Table des matières

DES HALTES-CHALEUR OUVRENT LEURS PORTES DANS BROME-MISSISQUOI

LA VOIX DE L'EST – 30 NOVEMBRE 2022

Par : Karine Blanchard
https://www.lavoixdelest.ca/2022/11/29/des-haltes-chaleur-ouvrent-leurs-portes-dans-brome-missisquoi-5025f94092b98e4b65d9c7f91e22bb13

Les itinérants ont maintenant deux adresses où se réchauffer par temps froid cet hiver dans Brome-Missisquoi. Des haltes-chaleur ont déjà commencé à les accueillir à Cowansville et Farnham.

Granby - Ces ressources sont offertes depuis la mi-novembre grâce à l'initiative du comité en itinérance créé en 2022 par le Réseau de développement social de Brome-Missisquoi. «Sa création a été faite en constatant que l'itinérance est de plus en plus visible dans la MRC. On en a toujours eu, mais c'était de l'itinérance cachée, une personne qui se promène d'ami en ami. Depuis la pandémie, c'est de moins en moins caché», expose Tania Szymanski, coordonnatrice au développement des communautés à la MRC Brome-Missisquoi.

Les intervenants ont constaté que des personnes en situation d'itinérance n'avaient pas de ressource à leur disposition pour s'abriter, le temps d'obtenir une place dans un centre d'hébergement, d'où l'idée de créer des haltes-chaleur.

Deux intervenants seront également sur place pour accueillir et accompagner les usagers. À Cowansville, ceux de la Maison des jeunes, la Cellule et Espace vivants y seront alors qu'à Farnham, il s'agit des intervenants de la Maison des jeunes.

«C'est un lieu pour se réchauffer. C'est aussi un lieu pour se détendre, décrit Mme Szymanski. L'objectif est également de créer des liens avec eux pour les amener vers les services. On va trouver des solutions pour le reste de la nuit pour ces personnes-là, comme par exemple les accompagner dans un centre d'hébergement. Ça se peut même qu'on fasse de l'hébergement pour une nuit dans un hôtel.»

Manque de ressources dans la région

La mobilisation du milieu a permis d'obtenir des ressources financières, notamment pour assurer le transport des itinérants vers un centre d'hébergement, par exemple. «Le fait qu'on est en région rurale, qu'on est desservie par Granby et qu'on n'est pas à proximité, donc ce n'est pas évident. On n'a pas de lit de crise, pas d'hébergement temporaire, donc il faut les conduire ailleurs.»

Ce budget n'est pas récurrent, ce qui signifie que d'autres pistes de solution devront être étudiées. «On explore d'autres façons de faire pour s'assurer pour que les personnes sans-abris puissent passer les temps froids, par exemple le projet de Mike Ward avec des minis maisons qu'on veut explorer. Est-ce que c'est quelque chose qu'on peut intégrer dans Brome-Missisquoi?», questionne la coordonnatrice au développement des communautés à la MRC Brome-Missisquoi.

Les haltes-chaleur sont ouvertes de 17h à 21h. À Cowansville, la ressource est accessible mardi, mercredi et jeudi au 101, rue Albert, suite 1002. Du côté de Farnham, la halte-chaleur est ouverte lundi et jeudi au 151, rue Principale Est. Elles seront ouvertes jusqu'en avril.

Retour à la table des matières

Champs d’action à l’international

LE « LOGEMENT D'ABORD » UN INCONTOURNABLE CONTRE L'ITINÉRANCE AU MANITOBA, SELON UN EXPERT

RADIO-CANADA – 19 NOVEMBRE 2022

Avec les informations de Chloe Friesen, Cory Funk, Pat Kaniuga, Anne-Louise Michel et Wendy Parker
https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1934043/logement-dabord-strategie-lutte-itinerance-manitoba

La stratégie du « logement d'abord » consiste à installer d'abord les itinérants dans un logement avant de leur offrir le soutien dont ils ont besoin.

Un expert du Manitoba estime que la réponse efficace de la province contre l'itinérance passe inéluctablement par la stratégie du « logement d'abord » qui consiste à installer prioritairement les personnes dans un logement avant de leur offrir le soutien dont ils ont besoin.

Le professeur de géographie urbaine à l'Université de Winnipeg, Jino Distasio estime que le Manitoba a freiné cette approche depuis longtemps.

Le fait est que depuis le début des années 90, le modèle du logement d'abord a fait l'objet d'études approfondies et qu'il est vraiment efficace si nous le faisons correctement , suggère Jino Distasio. L'expert a participé à un projet pilote qui a permis d'intégrer des personnes dans des foyers en utilisant ce modèle.

Il reste la seule intervention éprouvée pour enrayer l'itinérance chronique.

Selon M. Distasio, le modèle du logement d'abord permet également d'économiser de l'argent, parce que les bénéficiaires sont moins susceptibles de recourir aux services d'urgence.

Chiffres à l'appui, il souligne que le coût de l'itinérance au Canada est d'environ 60 000 $ par personne.

Mais lorsqu'il faut fournir un logement et un soutien, il en coûte souvent environ 20 000 $, soutient-il.

Le logement est un droit humain fondamental absolu et nous continuons à ne pas fournir ce droit aux Canadiens.

Il y a quelques jours, la fondatrice et directrice générale de l'organisme manitobain St. Boniface Street Links, Marion Willis, a rappelé la nécessité de s'assurer que les gens ont un endroit où rester, avec l'arrivée du froid.

Selon elle, c'est une question de vie ou de mort. Des gens meurent en vivant dehors, alerte-t-elle.

Par ailleurs, un récent rapport de l'organisme End Homelessness a révélé que le manque de logements abordables pousse les itinérants dans la rue.

Face à cela, au mois d'août 2022, la province a annoncé un financement d'un peu plus de 5 millions de dollars dont une partie permettrait d'offrir des logements abordables aux itinérants de Winnipeg.

La Finlande, un pays d'Europe du Nord a appliqué ce modèle qui lui a permis de réduire le taux d'itinérance sur son territoire. Le pays espère d'ailleurs éradiquer le phénomène d'ici 2027 et au plus tard 2025 dans la capitale Helsinki.

Le responsable des affaires internationales à la Fondation Y, le plus grand organisme finlandais à but non lucratif dans le domaine du logement, Juha Kahila, estime que le pays est en bonne voie pour atteindre ces objectifs ambitieux.

Si nous continuons à faire le travail difficile que nous avons accompli ces 14 dernières années, je pense que c'est tout à fait faisable, s'enthousiasme M. Kahila.

Il explique que les personnes sont installées dans des studios, d'une superficie de 236 à 376 pieds carrés chacun, et bénéficient ensuite d'un soutien.

Chaque pensionnaire obtient également son propre travailleur de soutien qui l'accompagne dès le premier jour, ajoute-t-il.

Les résidents paient tous un loyer grâce aux allocations reçues de la sécurité sociale, note-t-il.

En Finlande, la première initiative de logement d'abord a coûté au pays un équivalent de 234 millions de dollars, et le coût a diminué après la première année, précise M. Kahila.

Et chaque personne aidée en Finlande a fini par économiser l'équivalent d'un peu plus de 20 000 dollars canadiens parce qu'elle n'avait pas recours à d'autres services, ajoute-t-il.

Dans la ville de Houston, au Texas, la mise en place du programme The Way Home fondé sur le modèle du logement d'abord a aussi permis de réduire le sans-abrisme de 63 % sur le territoire depuis 2012, indique la Coalition pour les sans-abri de la région.

Selon la vice-présidente des communications et du développement de la Coalition, Sara Martinez, un effort de collaboration entre les agences de services aux sans-abri et plusieurs autres groupes a permis de déterminer que le manque de logements permanents est d'abord l'équation à résoudre.

Il est parfois facile de se laisser distraire et de vouloir mettre en œuvre des solutions à court terme ou des solutions de fortune, déconseille Mme Martinez.

L'initiative a permis de construire de nouveaux logements mais aussi de s'appuyer sur un parc d'hébergements existants.

Par ailleurs, à Kitchener, en Ontario, l'initiative A better Tent City abrite une communauté de 50 personnes dans autant de cabanes.

Comme les cabanes font moins de 10 mètres carrés, cela signifie que les initiateurs n'ont pas besoin de permis de construire de l'Ontario, ce qui a accéléré le processus, note le fondateur Jeff Willmer.

Mieux, le coût de la construction, entre 5000 et 6000 dollars par cabane, a été presque entièrement couvert par des dons.

Les locataires paient un loyer d'environ 390 dollars correspondant au montant qu'ils obtiennent grâce à l'allocation de logement du programme Ontario au travail, précise-t-il.

Mais attention à ne rien oublier
Le directeur du développement du logement au Neighbourhood Group à Toronto, Kegan Harris, mentionne que la ville a également connu du succès dans le cadre d'une initiative de logement modulaire, une stratégie similaire à celle que le maire de Winnipeg, Scott Gillingham, a promise. Le loyer qu'ils doivent payer est basé sur 30 % de leur revenu.

Toutefois, même si le logement est crucial, M. Harris insiste sur les services à offrir aux gens une fois qu’ils sont logés.

On croit à tort qu'une fois les gens logés, le problème est résolu, prévient-il.

Ce n'est pas le cas. Le logement est la première étape.

Retour à la table des matières

AVANCEE «HISTORIQUE» POUR LES «PERTES ET DOMMAGES» CLIMATIQUES A LA COP27

LE SOLEIL – 20 NOVEMBRE 2022
LE DROIT – 20 NOVEMBRE 2022
LE NOUVELLISTE – 20 NOVEMBRE 2022
LE QUOTIDIEN – 20 NOVEMBRE 2022
LA VOIX DE L'EST – 20 NOVEMBRE 2022
LA TRIBUNE – 20 NOVEMBRE 2022

Par : Stéphane Orjollet, Agence France-Presse
https://www.lesoleil.com/2022/11/19/avancee-historique-pour-les-pertes-et-dommages-climatiques-a-la-cop27-42f416e587507ea56b6e083d99372809
https://www.ledroit.com/2022/11/19/avancee-historique-pour-les-pertes-et-dommages-climatiques-a-la-cop27-42f416e587507ea56b6e083d99372809?nor=true
https://www.lavoixdelest.ca/2022/11/19/avancee-historique-pour-les-pertes-et-dommages-climatiques-a-la-cop27-42f416e587507ea56b6e083d99372809?nor=true
https://www.lequotidien.com/2022/11/19/avancee-historique-pour-les-pertes-et-dommages-climatiques-a-la-cop27-42f416e587507ea56b6e083d99372809?nor=true
https://www.latribune.ca/2022/11/19/avancee-historique-pour-les-pertes-et-dommages-climatiques-a-la-cop27-42f416e587507ea56b6e083d99372809

Le sujet n'était même pas initialement à l'ordre du jour de la conférence sur le climat: les pays pauvres repartent finalement de Charm el-Cheikh avec un accord «historique» pour un fonds destiné à compenser les dégâts climatiques qu'ils subissent déjà.

Illustration des difficultés à en accoucher, l'accord a été adopté presque à la sauvette, en milieu de nuit et au début de la séance de clôture de cette COP27. Adoption accueillie par des applaudissements, pour une décision réclamée avec insistance depuis des années.

«C'est une énorme réussite que d'obtenir un accord après trente ans passés à essayer de mettre cela à l'ordre du jour,» se réjouit Tasneem Essop, directrice du réseau d'ONG Climate Action Network.

«Historique. Je crois vraiment que c'est historique», abonde Collins Nzovu, ministre de l'Environnement de la Zambie. «C'est un résultat très positif pour 1,3 milliard d'Africains».

L'année 2022 a tristement illustré l'accélération des impacts catastrophiques du réchauffement de la planète: sécheresses et insécurité alimentaire au Sahel et dans la corne de l'Afrique, inondations dévastatrices au Pakistan et au Nigeria.

Des pays qui, souvent, contribuent peu aux causes du changement climatique et qui réclamaient donc un mécanisme financier spécifique, pérenne et «prévisible», pour les «pertes et dommages» qu'il subissent, et qui se chiffrent déjà en dizaines de milliards.

Mais, craignant notamment d'admettre une quelconque responsabilité juridique, les pays riches, gros émetteurs historiques de gaz à effet de serre, s'y refusaient depuis des années.

Hors de contrôle

Ce qui passait d'autant plus mal qu'ils n'ont pas tenu leur engagement pris en 2009 de porter à 100 milliards de dollars par an leurs autres financements climat aux pays en développement.

Après des années de refus, ils ont finalement accepté que le sujet figure officiellement à l'ordre du jour de la COP de Charm el-Cheikh.

Car «tout le monde a maintenant conscience que les choses sont bien au-delà de notre contrôle. Les gens perdent leurs maisons, leurs fermes et leurs revenus et le système actuel d'aide humanitaire extérieure n'était pas suffisant. Nous devions donc faire quelque chose de très différent et de très nouveau», analyse Harjeet Singh, du réseau d'ONG Climate Action Network.

Mais la bataille diplomatique n'a pas été simple. Les pays en développement se sont présentés unis, sous l'étendard d'une proposition du puissant groupe de négociation G77+Chine.

Face à l'hostilité des pays riches, les ONG maintenaient la pression, dénonçant chaque jour en conférence de presse l'égoïsme des «pollueurs historiques» qui, après avoir construit leur richesse sur les énergies fossiles causant le réchauffement, refusent d'aider ceux qui en subissent les conséquences.

Pendant ce temps, les conciliabules se multipliaient dans les couloirs, avec des annonces ou rumeurs de projets, contre-projets, mais pas de textes concrets en circulation.

Les États-Unis, particulièrement visés, sont restés extrêmement discrets, laissant les Européens monter au créneau. Et finir par accepter le principe de la création d'un fonds financier dédié.

«Les pays développés ont réussi à briser ce tabou (du refus d'un fonds ...), il faut leur accorder ce mérite», commente Ines Benomar, du groupe de réflexion E3G.

Mais les négociations ont failli capoter jusqu'à la dernière minute, notamment sur la place de la Chine: contributeur ou bénéficiaire potentiel? Les pays développés ont insisté pour que soit explicitement mentionné le fléchage de ce fonds vers les «plus vulnérables».

Dans l'histoire

Un accord a finalement été trouvé lors d'une ultime réunion de conciliation, après un retournement des petits États insulaires, particulièrement menacés par les impacts climatiques, selon des sources concordantes, dont certaines évoquaient des «pressions».

Et l'émissaire chinois pour le climat Xie Zhenhua a donné son imprimatur en estimant que le fonds devrait bénéficier à tous les pays en développement mais être orienté «d'abord vers les pays fragiles». L'accord, volontairement assez général, prévoit qu'un comité spécial règle les détails opérationnels d'ici la prochaine COP28, dans douze mois à Dubaï.

Et pour une source européenne, la vraie bataille pour déterminer le rôle exact du fonds et qui paiera ou recevra quoi commencera à peine sèche l'encre de l'accord de Charm el-Cheikh.

En attendant, Mohamed Adow, directeur de l'ONG Power Shift Africa, ardent défenseur du fonds, s'enthousiasme: «Au début de ces pourparlers, les pertes et dommages n'étaient même pas à l'ordre du jour. Et maintenant nous entrons dans l'histoire».

Retour à la table des matières

INONDATIONS AU NIGERIA: LES SINISTRÉS RESTENT LIVRÉS À EUX-MÊMES

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE – 21 NOVEMBRE 2022

Par : Liza Fabbian
https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20221120-inondations-au-nigeria-les-sinistr%C3%A9s-restent-livr%C3%A9s-%C3%A0-eux-m%C3%AAmes

Au Nigeria, des inondations ont fait au moins 600 morts et près de deux millions de déplacés à travers le pays. Plusieurs semaines après le pic de la crise, l'eau n'est toujours pas complètement redescendue, et de nombreux déplacés sont totalement livrés à eux-mêmes, malgré le risque sanitaire. Dans l'État de Bayelsa, dans le delta du Niger, les rivières sont entièrement sorties de leur lit et ont tout envahi.

Les déplacés ont trouvé refuge où ils ont pu – sur une route restée sèche, ou bien sur les gradins en plastique qui entourent le square Dame Patience Jonathan, à Otuoke. Lorsqu'elle veut quitter cet abri pour rejoindre la route, Stella monte à bord d'une pirogue en bois pour ne pas se mouiller les pieds : « On était en train de dormir quand l'eau a envahi notre maison, raconte-t-elle. Nous avons dû nous enfuir en pleine nuit et grimper jusqu'ici. Il y a beaucoup de moustiques qui nous piquent et nous empêchent de nous reposer. Nous n'avons ni gaz, ni kérosène, et on doit utiliser l'eau de l'inondation, même pour boire ! Il n'y a pas d'eau fraiche. »

En plus du risque de paludisme, les inondations ont provoqué une recrudescence du choléra, qui a tué au moins 465 personnes et affecté 18 000 autres depuis le mois de janvier au Nigeria, selon l'ONU. La maison de Zoé Christian est encore complètement submergée, elle vit pour l'instant dans un immeuble voisin : « Nous n'avons reçu aucune aide. On utilise l'eau qui a envahi notre cour pour nous laver, faire la vaisselle. L'eau est montée si vite... on n'a rien pu sauver. »

Les autorités de l'État de Bayelsa ont ouvert un camp au centre de la capitale régionale de Yenagoa, mais la plupart des sinistrés ont dû se débrouiller par leurs propres moyens. « Quelqu'un nous a conseillé de construire une plateforme en bois à l'intérieur de notre maison, pour protéger nos affaires, explique James, un professeur à l'université d'Otuoke. Mais au bout de deux jours, tout s'est effondré et toutes nos affaires sont tombées dans l'eau. Mes livres, nos vêtements, notre nourriture... Moi, ma femme et mes enfants avons dû partir dormir ailleurs, mais l'eau est arrivée là-bas aussi. Nous nous sommes encore déplacés, mais là aussi ça a été inondé ! Nous en sommes au troisième endroit. »

Dans cette région pétrolifère, l'inondation a répandu un peu partout le pétrole brut échappé des oléoducs endommagés. James espère trouver une nouvelle location pour sa famille, dans une zone moins exposée. Mais pour ses voisins, la question ne se pose même pas : « Beaucoup de gens calculent par rapport aux grandes inondations de 2012 et ils se disent que ça n'arrivera pas avant au moins dix ans. Mais moi, j'essaie de leur dire que c'est une conséquence du changement climatique, et donc que ça peut arriver de nouveau dès l'année prochaine ! »

Près de deux millions de personnes ont été déplacées par les inondations au Nigeria, dont au moins 840 000 enfants selon l'Unicef.

Retour à la table des matières

INONDATIONS AU NIGERIA: LES AGRICULTEURS DUREMENT TOUCHÉS

RADIO FRANCE INTERNATIONALE – 22 NOVEMBRE 2022

Par : Liza Fabbian
https://www.rfi.fr/fr/podcasts/reportage-afrique/20221121-inondations-au-nigeria-les-agriculteurs-durement-touch%C3%A9s-2-3

Au Nigeria, des inondations historiques ont fait au moins 600 morts et près de deux millions de déplacés à travers le pays. Les communautés établies le long du fleuve Niger et de ses affluents ont presque tout perdu et notamment leur moyen de subsistance, leurs cultures vivrières, ravagées par les eaux juste avant la récolte.

Quelques sacs remplis de racines de manioc, c'est tout ce que les agricultrices ont pu sauver, autour de la rivière qui traverse la ville d'Otuoke. Les femmes se sont installées au bord de la route pour essayer de vendre cette maigre récolte. « Regardez-moi, je n'ai même plus de vêtements à me mettre sur le dos. Voyez mon matelas, nous dormons sur la route ! Nous avons tout perdu, toutes nos réserves nourriture. Nous nageons pour récolter notre manioc, on entre dans l'eau avec nos sacs, on le récolte sous l'eau puis on nage péniblement pour revenir ici ! », explique l'une d'entre elles.

À quelques kilomètres de là, sur la ferme de Chief Inetimi Oru, les dégâts se chiffrent en milliers d'euros. Le vieil homme a perdu cinq hectares de plantains et deux hectares de manioc. Lui et sa femme ont passé plusieurs jours à essayer de sauver leurs 7 500 poules et poulets de la noyade, mais une mystérieuse maladie les a finalement emportés, en plein pic de l'inondation. « Mon voisin m'a informé qu'ils commençaient à perdre ses volailles. Et quand ça a commencé ici aussi, je me suis dit "Oh ! Les problèmes arrivent !" Les professionnels parlent d'une grippe aviaire, mais je n'y crois pas. J'ai l'impression que ce qui a pu tuer ces poulets, ce sont plutôt les moustiques. Et puis il était impossible de trouver de la nourriture pour eux dans la région, puisque les routes étaient complètement coupées, donc on faisait ce qu'on pouvait pour les nourrir. Ensuite, notre puits est complètement submergé par l'eau. Donc c'est très difficile d'avoir de l'eau qui ne soit pas toxique. Mais je n'avais pas le choix, c'est celle-là que j'ai donné à boire à mes poulets », raconte-t-il.

Cette catastrophe a évidemment fait bondir les prix de la nourriture dans la région et pourrait mettre encore plus de Nigérians dans une situation d'insécurité alimentaire. Matthias Schmale, le coordinateur des affaires humanitaires au Nigeria, était en visite dans la région de Bayelsa : « Nous, les Nations unies, nous estimons qu'il y avait plus de 19 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Nigeria, avant même ces inondations. Je pense qu'il est trop tôt pour spéculer sur les chiffres qu'on aura après cette catastrophe qui a détruit de nombreuses fermes... Mais les cultures qui étaient sur le point d'être récoltés sont effectivement détruites, donc c'est sûr qu'il y aura des gens qui auront faim dans les deux prochains mois à cause de ça. »

Retour à la table des matières

CRISE EN HAÏTI: VERS UNE INTERVENTION MILITAIRE?

MÉTRO – 22 NOVEMBRE 2022

Par : David Beauchamp et Lucie Ferré
https://journalmetro.com/actualites/2952559/crise-en-haiti-vers-une-intervention-militaire/

Alors que le Canada annonçait le 20 novembre de nouvelles mesures concernant la crise en Haïti, certains membres de la diaspora haïtienne à Montréal sont d'avis que des sanctions supplémentaires sont nécessaires, alors que d'autres contestent l'ingérence canadienne.

En entretien avec Métro, le député fédéral de Bourassa, Emmanuel Dubourg, explique que le Canada impose depuis dimanche des sanctions historiques contre neuf Haïtiens contribuant à l'instabilité du pays.

«En plus du chef de gang Jimmy Chérizier , le Canada impose des sanctions à huit personnalités politiques qui utilisent la crise en Haïti pour s'enrichir. Dorénavant, ces neuf personnes sont interdites de séjour au Canada et leurs avoirs ainsi que leurs comptes en banque sont gelés; ça n'a jamais été fait dans l'histoire d'Haïti et ça a créé une onde de choc dans le pays», explique le député, rappelant qu'une des personnes sanctionnées détenait une villa à Laval.

Des sanctions insuffisantes

En revanche, la classe politique haïtienne demande une aide militaire directe, ce à quoi le Canada n'a toujours pas consenti, situation suscitant des réactions au sein des élus locaux.

«Le Canada veut y aller graduellement avec des sanctions qui visent les gangs et les personnes mal intentionnées directement, souligne Emmanuel Dubourg. C'est à souhaiter que la communauté internationale applique davantage de pression.»

Le député provincial de Viau, Frantz Benjamin, estime quant à lui que des sanctions encore plus fortes et symboliques seraient souhaitables.

Il y a encore d'autres personnes à sanctionner, le gangstérisme est une activité lucrative, on le voit dans la manière où le peuple haïtien a été pris en otage au cours des derniers mois. Ce sont des sanctions que nous souhaitons plus fortes, ce qui permettra d'envoyer un message clair, à savoir que l'impunité ne sera pas tolérée.

Frantz Benjamin, député provincial de Viau Une solution qui ne fait pas consensus

Bien que l'aide financière que fournit le Canada à Haïti soit généralement perçue d'un bon oeil par la diaspora haïtienne à Montréal, une possible intervention militaire canadienne crée des divergences de points de vue sur le rôle du Canada dans la crise en Haïti.

«Haïti est un pays indépendant, affirme Dorcelan Altidor, coordonnateur général de l'Association canadienne des chrétiens d'origine haïtienne à Montréal (ACCOHAM). Nous, en tant que Canadiens d'origine haïtienne, nous sommes pour une aide des policiers qui sont déjà sur place tant au niveau de la formation que de la fourniture des armements. L'armée canadienne ne connaît pas les réalités du terrain.»

Rappelons que sur cette question, l'organisme communautaire et culturelle Maison d'Haïti avait déclaré au Journal de Montréal en octobre dernier que la population haïtienne n'en voulait pas et «qu'aucune des formes d'occupation n'a jamais rien apporté à Haïti».

Emmanuel Dubourg reconnaît qu'il y a des divisions quant à l'intervention canadienne en Haïti d'après les comités auquel il a participé. Il se veut cependant rassurant face au spectre d'une potentielle intervention militaire canadienne, affirmant qu'il n'y en aura pas tant qu'il n'y a pas de consensus politique et populaire clair en Haïti.

«L'intervention militaire est quelque chose qui doit être fait par consensus de la population haïtienne, soutient M. Benjamin. C'est clair qu'il y a une urgence d'agir en matière de sécurité, mais sans passer par une intervention ou une occupation militaire. Il y a peut-être d'autres formules à explorer qui seraient dans l'intérêt du peuple haïtien.»

M. Dubourg conclut en précisant que le Canada continue de surveiller l'évolution de la crise qui secoue Haïti et que d'autres sanctions viendront en fonction des résultats sur le terrain.

Retour à la table des matières

VENIR À BOUT DE L'ITINÉRANCE : POSSIBLE, MAIS COMPLEXE

L'EAU VIVE– 29 NOVEMBRE 2022

Par : Marine Ernoult (Francopresse)
https://leau-vive.ca/Nouvelles/venir-a-bout-de-litinerance-possible-mais-complexe-1

Combien y a-t-il de sans-abri au Canada ? Difficile à dire puisqu'il n'y a aucun chiffre précis et récent. Mais selon des experts, la pandémie de COVID-19, couplée à une inflation galopante et à une crise du logement sans précédent, a fait basculer de nombreuses personnes dans la rue. Venir à bout de l'itinérance reste possible, à condition d'investir massivement dans le logement social. Des spécialistes en discutent.

Avec la crise sanitaire et la flambée du coût de la vie, le visage de l'itinérance est en train de changer au Canada. De plus en plus de familles se retrouvent sans toit. Si les causes sont multiples, le manque de logement abordable est épinglé par tous les experts interrogés.

À leurs yeux, éliminer l'itinérance reste possible, si les ressources nécessaires sont affectées à la construction et à la mise à disposition immédiate de logements sociaux.

Combien d'itinérants ?

Les chiffres récents font défaut. Tim Richter, président-directeur général de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance au Canada (ACMFI), avance qu'environ 235 000 personnes n'ont pas de domicile, dormant ainsi dans la rue, en hébergement d'urgence ou en logement de transition.

Au cours d'une nuit donnée, de 25 000 à 35 000 personnes se trouveraient en situation d'itinérance. Ces chiffres sont le résultat du dénombrement ponctuel Tout le monde compte coordonné par Ottawa en 2018 dans 61 communautés des quatre coins du pays. Un nouveau décompte mené par des milliers de bénévoles est en cours cet automne.

« C'est incomplet. Le nombre réel est potentiellement bien plus élevé. On manque de données nationales fiables », regrette Tim Richter.

« Nous ne faisons pas un travail très rigoureux pour mesurer l'ampleur du phénomène. Les méthodes de recensement changent selon les villes », rejoint Nick Falvo, consultant en politiques publiques et chercheur spécialisé en logement abordable et en itinérance.

Quels que soient les chiffres avancés, « la COVID-19 et le renchérissement du coût de la vie ont conduit de nouveaux Canadiens à la rue », assure Nick Falvo. « Le nombre de sans-abri augmente aux quatre coins du pays », renchérit Tim Richter.

Selon une étude de l'École des politiques publiques de l'Université de Calgary, une augmentation de 1 % de l'inflation est susceptible de causer une hausse de 2 % de l'itinérance.

Entre février 2020 et mars 2022, l'ACMFI a de son côté observé un bond de 70 % de l'itinérance chronique (quand une personne passe au moins six mois dans la rue durant une année) au sein de 19 communautés.

Qui sont les sans-abri ?

Travailleurs pauvres, jeunes en rupture familiale, personnes souffrant de maladies psychiques ou de dépendances, anciens combattants, familles expulsées de leur logement, cette population est avant tout marquée par une infinie diversité de situations et de parcours.

Il existe toutefois des points communs. « Il y a toujours une fracture, une crise personnelle qui les rend éminemment vulnérables et les fait basculer dans une pauvreté extrême, accompagnée d'un grand isolement social », constate Tim Aubry, professeur titulaire à l'École de psychologie de l'Université d'Ottawa.

On sait que la majorité des sans-abri sont des hommes célibataires, âgés de 25 à 49 ans. Les Autochtones sont également surreprésentés. « Un homme autochtone est onze fois plus à risque d'utiliser un refuge d'urgence qu'une personne non autochtone. Une femme autochtone, c'est quinze fois plus », rapporte Tim Richter.

Les 13-24 ans constituent 13 % des itinérants et, au sein de ce groupe, les minorités sexuelles et les jeunes qui sont passés par le système de protection de l'enfance sont surreprésentés.

La pandémie et l'inflation galopante sont en train de changer le visage de l'itinérance. « Avec la hausse sans précédent des loyers, des familles à faible revenu, déjà fragilisées par la COVID-19, finissent par perdre leur logement », se désole Nick Falvo.

Pourquoi se retrouve-t-on sans toit ?
Tous les spécialistes interrogés s'entendent pour dire que le manque de logement social est en cause. « Depuis la fin des années 1980, les gouvernements ont cessé d'investir dans le secteur. On se retrouve avec une crise du logement sans précédent », affirme Tim Richter. Il donne l'exemple du Nouveau-Brunswick qui, jusqu'au mois d'octobre dernier, n'avait pas construit de logements sociaux en près de 40 ans.

Le président de l'ACMFI juge que la Stratégie nationale sur le logement, lancée en 2017, n'est pas assez ambitieuse : « Malgré les milliards annoncés, on perd quatre fois plus de logements abordables au Canada chaque année que l'on en crée, et l'écart ne cesse de se creuser. »

Tim Richter estime qu'il faudrait construire 350 000 nouveaux logements abordables, loin des 42 548 financés pour le moment par Ottawa. Il pointe par ailleurs l'insuffisance de l'aide sociale, administrée par les provinces, qui n'est pas indexée à l'inflation.

De son côté, Nick Falvo évoque le « racisme systémique, le colonialisme, l'homophobie et la transphobie ». Au-delà de ces facteurs structuraux, certaines raisons individuelles peuvent entrer en ligne de compte, comme des problèmes de santé mentale ou d'accoutumance ou des événements traumatisants (éclatement de la famille, violence familiale, etc.).

Mettre fin à l'itinérance, est-ce possible ?
Les interlocuteurs interrogés sont unanimes : pour éradiquer l'itinérance, les stratégies ne doivent pas se limiter à des réponses d'urgence, elles doivent avant tout s'attaquer aux causes structurelles.

« On se contente de soigner les problèmes de dépendance ou de santé mentale des itinérants dans des refuges, car on considère qu'ils ne sont pas prêts à sortir de la rue », déplore Tim Aubry.

Pour l'universitaire, il faut revoir le système d'hébergement temporaire nuit par nuit, et mettre immédiatement à disposition des sans-abri des logements stables et à long terme.

« Il faut un accompagnement social pour les aider à se reconstruire pas à pas, car si on les met simplement dans un logement, beaucoup rechuteront », précise-t-il, évoquant des aides psychologiques ou administratives pour rechercher un emploi.

En Alberta, la ville de Medicine Hat est la première au pays à avoir éliminé l'itinérance chronique grâce à cette approche dite du « Logement d'abord ». « C'est un exemple à suivre, mais le défi va être de maintenir cette situation dans la durée », réagit Tim Richter.

L'ACMFI travaille actuellement avec 33 villes, dont Moncton, qui a connu une baisse de 10 % du nombre d'itinérants chroniques grâce au modèle de Medicine Hat.

En août dernier, Ottawa a d'ailleurs presque doublé ses investissements, avec l'objectif de réduire de moitié l'itinérance chronique d'ici 2028. Tim Aubry n'est pourtant pas convaincu : « Les provinces et les municipalités décident de l'utilisation de l'argent fédéral, sans aucune obligation d'investir dans le logement. »

Les experts soulignent la nécessité pour les gouvernements provinciaux et fédéral de travailler main dans la main avec les autorités municipales. Les villes, qui décident de l'aménagement du territoire et coordonnent les initiatives locales, ont un « rôle de premier plan à jouer », souligne Nick Falvo.

Entre ville et campagne, quelles différences ?
« L'itinérance en campagne est largement invisible. Les gens vivent une misère un peu cachée », observe Tim Richter.

Les travailleurs sociaux en zone rurale font cependant face à un accroissement des demandes de personnes en situation d'exclusion, selon Tim Aubry. À ce titre, le manque de ressources pour soutenir les plus démunis constitue un défi de taille.

« Les sans-abri finissent par s'installer dans les grands centres urbains où les services sont plus présents. C'est particulièrement vrai pour les Autochtones qui préfèrent quitter leurs communautés isolées », explique Tim Aubry.

Retour à la table des matières

DIX LEADERS D'ORGANISATIONS AGRICOLES AFRICAINES EN MISSION AU QUEBEC

LA TERRE DE CHEZ NOUS – 30 NOVEMBRE 2022 – P. A35

DES NOUVELLES DE L'UPA

AGRIcarrières

Ma ferme, mon monde : appel à voter pour son entreprise coup de cœur

UPA DI

Dix leaders d'organisations agricoles africaines en mission au Québec

Mangeons local

Lindsay Brun au balado d'Agro-Québec

Fondation de la famille agricole

Un livre en cadeau

OPINION

30 ans pour les Producteurs de cidre du Québec

MARC-ANTOINE LESNIER

Dans le cadre de la mission Sud-Nord «Viens marcher ma Terre 2022», l'Union des producteurs agricoles Développement international (UPA DI) accueille, du 20 novembre au 3 décembre, une délégation de dix dirigeantes et dirigeants d'organisations professionnelles agricoles du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal, de la République démocratique du Congo et de la Tunisie. Ces leaders africains sont réunis au Québec afin d'échanger sur les politiques agricoles et agroenvironnementales en vi# eur ici et dans leur pays respectif. Au menu, journée de réflexion avec la coalition «Nourrir l'humanité durablement», conférences, visites de fermes, rencontres avec des organisations gouvernementales du Québec et du Canada, et participation au Congrès général de l'Union des producteurs agricoles (UPA). En marge de ces activités, UPA DI souhaite faire connaître les préoccupations des agricultrices et agriculteurs d'ici et d'ailleurs au regard des politiques agricoles; les enjeux d'autonomie alimentaire et de développement durable auxquels doivent répondre ces politiques; ainsi que les points de vue de leaders agricoles sur ces questions.

Retour à la table des matières

L'EAU EST UN PUISSANT MARQUEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, AVERTIT L'ONU

L'ORIENT LE JOUR – 30 NOVEMBRE 2022 – P. 6
LE FIGARO – 30 NOVEMBRE 2022
LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 30 NOVEMBRE 2022
LE JOURNAL DE QUÉBEC – 30 NOVEMBRE 2022 FREE
MSN – 30 NOVEMBRE 2022
COURRIER INTERNATIONAL – 30 NOVEMBRE 2022

Par : AFP
https://www.journaldequebec.com/2022/11/29/leau-est-un-puissant-marqueur-du-changement-climatique-onu
https://www.journaldemontreal.com/2022/11/29/leau-est-un-puissant-marqueur-du-changement-climatique-onu
https://www.lefigaro.fr/flash-eco/l-eau-est-un-puissant-marqueur-du-changement-climatique-selon-l-onu-20221129
https://www.msn.com/fr-fr/actualite/monde/l-eau-est-un-puissant-marqueur-du-changement-climatique-onu/ar-AA14GyPr?li=BBkGbOY
https://www.courrierinternational.com/depeche/l-eau-est-un-puissant-marqueur-du-changement-climatique-onu.afp.com.20221129.doc.32w22hd.xml

6 Monde — L'Orient-Le Jour mercredi 30 novembre 2022

CONTESTATION

Appel officiel à la « répression » après les manifestations en Chine

Cap sur la vaccination des personnes âgées après la grogne anti « zéro Covid »

CONFLIT

Les pays de l'OTAN promettent d'aider l'Ukraine à braver l'hiver

L'inquiétude grandit quant à la possibilité de maintenir les efforts accidentaux à long terme alors que les stocks commencent à s'épuiser.

La Russie furieuse après les propos du pape sur les minorités « cruelles » russes

RAPPORT

L'eau est un puissant marqueur du changement climatique, avertit l'ONU

Toutes les régions du monde ont connu des phénomènes météorologiques extrêmes liés à l'eau l'année dernière et des milliards de personnes souffrent encore d'un accès inadéquat au précieux liquide, mettaient en garde les Nations Unies mardi.

De vastes zones de la planète ont enregistré des conditions plus sèches que h normale en 2021 sous l'influence du changement climatique et du phénomène météorologique de la Nina, a indiqué l'Organisation météorologique mondiale dans son premier rapport annuel sur l'état des ressources mondiales en eau.

L'OMM a compilé le rapport pour aider à évaluer les effets des changements climatiques, environnementaux et sociétaux sur les ressources en eau de la Terre. Ce bilan annuel vise à aider à surveiller et à gérer des ressources mondiales en eau douce limitées et doivent répondre à une demande croissante.

«Les effets du changement climatique sont souvent ressentis à travers l'eau. Il s'agit par exemple de sécheresses plus intenses et plus fréquentes, d'inondations plus extrêmes, de précipitations saisonnières plus irrégulières et d'une fonte accélérée des glaciers, qui se répercutent en cascade sur les économies, les écosystèmes et tous les aspects de notre quotidien. Pourtant, nous avons une compréhension insuffisante des changements qui interviennent dans la répartition, la quantité et la qualité des ressources en eau douce», a déclaré le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, cité dans un communiqué. Phénomènes extrêmes Actuellement, 3,6 milliards de personnes sont confrontées à un accès insuffisant à l'eau au moins un mois par an. Ce chiffre devrait passerà plus de cinq milliards d'ici à 2050, selon le rapport, qui rappelle aussi qu'entre 2001 et 2018, 74 % de toutes les catastrophes naturelles étaient liées à l'eau.

«En 2021, toutes les régions ont connu des phénomènes hydrologiques extrêmes sous la forme d'inondations et de sécheresses, qui ont eu un impact important sur les communautés et provoqué de nombreux décès», indique le rapport.

Au regard de la moyenne hydrologique sur 30 ans, de vastes régions du globe ont enregistré des conditions plus sèches que la normale en 2021. C'est le cas du Rio de la Plata, en Amérique du Sud, qui connaît une sécheresse persistante depuis 2019, le sud et le sud-est de l'Amazonie, et des bassins d'Amérique du Nord, notamment ceux des fleuves Colorado, Missouri et Mississippi.

En Afrique, le débit de fleuves tels que le Niger, la Volta, le Nil et le Congo a été inférieur à la normale en 2021. Il en est allé de même dans certaines zones de la Fédération de Russie, de l'ouest de la Sibérie et de l'Asie centrale. L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie connaissent une grave sécheresse après plusieurs années consécutives de précipitations inférieures à la moyenne.

À l'inverse, des inondations importantes ont fait de nombreuses victimes, notamment en Chine dans la province du Henan, dans le nord de l'Inde, en Europe de l'Ouest et dans des pays touchés par des cyclones tropicaux, comme le Mozambique, les Philippines et l'Indonésie. Ressources gelées Le rapport rappelle que la cryosphère-glaciers, couverture neigeuse, calottes glaciaires et peigélisol-est le plus grand réservoir naturel d'eau douce au monde.

Environ 1,9 milliard de personnes vivent dans des zones où l'eau est fournie par les glaciers et la fonte des neiges. Par conséquent, les évolutions de la cryosphère ont un impact important sur la sécurité alimentaire, la santé humaine, les écosystèmes et le développement humain.

Le rapport note qu'au niveau mondial, la fonte des glaciers s'est poursuivie en 2021 et s'accélérait.

Retour à la table des matières

Actualité à surveiller

RIEN A SIGNALER